

NOUVELLE IMPULSION
POUR LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

Un groupe maritime créé

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé ce lundi, les travaux de la 187e session du Conseil des participations de l'État, conformément aux directives du Président de la République. Cette réunion a été consacrée à l'achèvement des procédures légales relatives à la régularisation finale des dossiers des biens immobiliers et mobiliers saisis. Ces biens ont été saisis en vertu de décisions judiciaires définitives dans le cadre de la lutte contre la corruption et leur transfert de propriété à des institutions publiques économiques, moyennant contrepartie. Le Conseil a approuvé le projet de création du "Groupe des Travaux Maritimes (GTM)". P 3



EXPORTATIONS DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

L'Europe, principale destination du GNL algérien



Entre janvier et juin 2024, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Algérie se sont majoritairement dirigées vers l'Europe, mettant en évidence la forte demande énergétique du continent.

P 5

DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Entre progrès réels et opportunités futuristes

L'Algérie traverse une période de transformation économique marquée par une dynamique d'investissement en pleine effervescence. Cette évolution, fruit d'initiatives récentes et de stratégies ambitieuses, se manifeste par une diversification des secteurs économiques

P 3

PRIX DU PÉTROLE

Entre volatilité du marché et stratégies de l'OPEP+



Le rapport de la plateforme Attaqa.net sur les prévisions des prix du pétrole révèle un tableau complexe et nuancé des tendances actuelles du marché pétrolier. En toile de fond, une grande incertitude persiste, exacerbée par les récentes turbulences sur les marchés mondiaux et les craintes de récession économique.

P 5

AU PALAIS DU PEUPLE

Le président Tebboune honore les meilleurs lauréats du Bac et BEM P 2

KHENCHELA

6000 tonnes de produits hors hydrocarbures exportés P 2

TLEMSEN

Réalisation prévue de 8 centres de proximité de stockage intermédiaire de céréales P 4

JIJEL

Huit personnes victimes du monoxyde de carbone

Dans la nuit de lundi à mardi, les unités de la protection civile sont intervenues, dans un cas d'intoxication au monoxyde de carbone de 8 personnes dans la wilaya de Jijel.

Les Services de la Protection Civile ont expliqué que leurs unités sont intervenues hier à 23h52, en relation avec un accident d'intoxication au monoxyde de carbone émis par un chauffe-eau, au lieu-dit Rabta, dans la commune et daïra de Jijel. Les victimes souffraient d'essoufflements, (5 femmes et 3 hommes). Leurs âges varient entre 5 et 19 ans. Ils ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués à l'hôpital.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 46 morts et 1905 blessés en une semaine

Quarante-six (46) personnes sont décédées et 1905 autres ont été blessées dans 1487 accidents de la route survenus durant la période du 28 juillet dernier au 3 août en cours à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bejaia où quatre personnes sont mortes et 54 autres ont été blessées, suite à 37 accidents de la circulation, précise la même source.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2400 incendies urbains, industriels et divers à Alger, Blida et Constantine

AUTORITÉ NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'autorité reçoit des cadres de la Caisse de garantie des marchés publics

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) reçoit, mardi, des cadres de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) au titre de ses actions de sensibilisation, d'accompagnement et de formation, indique un communiqué de l'autorité.

"Au titre de ses actions de sensibilisation, d'accompagnement et de formation, l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel reçoit, mardi 6 août 2024, des cadres de la Caisse de garantie des marchés publics", précise le communiqué. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "la prise en charge des préoccupations des organismes publics et privés chargés du traitement des données à caractère personnel pour veiller à leur conformité aux dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des per-

sonnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel et protéger, ainsi, les droits fondamentaux des citoyennes et des citoyens, mais

aussi afin d'accélérer la cadence de dépôt des déclarations et des demandes d'autorisation via le portail numérique dédié", selon la même source.

HYDROCARBURES

Les prix du baril remontent

Les prix du pétrole ont augmenté, ce mardi, compensant les pertes de la veille, à la lumière des inquiétudes concernant une éventuelle récession aux États-Unis qui pourrait nuire à la demande dans les plus grands consommateurs de pétrole dans le monde. Les contrats à terme sur le brut Brent ont augmenté de 25,1 dollars, soit 6,1%, à 55,77 dollars le baril. Les contrats à terme sur le brut West Texas Intermediate ont augmenté de 35,1 dollars, ou 9,1 %, à 29,74 dollars.

AU PALAIS DU PEUPLE

Le président Tebboune honore les meilleurs lauréats du Bac et BEM

Le président de la République est arrivé au Palais du peuple, pour honorer, ce mardi, les meilleurs lauréats aux examens du BEM et du Bac, session juin 2024. Le taux de réussite à l'examen de fin de cycle moyen a atteint 62,85 %. Trois adolescentes ont obtenu les

moyennes les plus élevées. Zoughrar Lina s'est classée première, au niveau national, avec une moyenne de 19,94. Elle est suivie de l'élève Khitous Hadeel avec une moyenne de 19,92 puis de l'élève Chahd Nour El Houda avec une moyenne de 19,87. Le taux de réussite au baccalau-

réat a avoisiné les 58,28 %. La première place au baccalauréat a été obtenue par Mokrane Mohamed Amine, avec une moyenne de 19,62. La deuxième place a été obtenue par Maria Ines avec une moyenne de 19,54 et une moyenne de 20 dans les matières principales de

la filière des sciences expérimentales, dans la wilaya d'Oran. L'élève Wissal Oulmi a obtenu une moyenne de 19,52 dans la filière des sciences expérimentales de la wilaya de Khenchela, se classant ainsi troisième au niveau national.

KHENCHELA

6000 tonnes de produits hors hydrocarbures exportés

Au premier trimestre de l'année en cours, plus de 6000 tonnes de différents produits ont été exportés à partir de la wilaya de Khenchela. Plus de 90% de ces produits sont du secteur agricole et 10% des produits du bâti-

ment (du ciment et du rond à béton). Ces opérations entrent dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbure. Des cargaisons de ciment pour une valeur de 8 millions de dollars ont expor-

tés vers l'Espagne. Une quantité de 192 de potiron a été expédiée vers la Tunisie pour une valeur de 31 000 dollars, 50 tonnes d'oignons rouges pour une valeur de 28 000 dollars vers la Mauritanie, 17 tonnes de carottes

pour une valeur de 7 800 dollars sont expédiées vers la Mauritanie, 60 tonnes de dattes vers le Bangladesh pour une valeur de 80 000 dollars et 60 tonnes de fer vers la Mauritanie pour une valeur de 60 000 dollars.

MÉDÉA

36 forages raccordés au réseau électrique

Trente six (36) forages ont été raccordés au réseau d'électricité à travers plusieurs communes de la wilaya de Médéa depuis le début de l'année 2024, a-t-on appris mardi auprès des services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. "Le nombre de raccordement réalisé représente 86% des demandes intro-

duites auprès de nos services, de l'ordre de 40 demandes", a fait savoir le responsable de la cellule de communication de cette direction, Mohamed Rafik Ferhat, précisant que les travaux sont en cours pour alimenter les quatre (4) forages restants en électricité. Une enveloppe financière de 138 millions de dinars a été réservée à cette

opération, dont 38 millions de DA puisés dans les fonds propres de l'entreprise Sonelgaz, a-t-il ajouté. Le raccordement a concerné aussi bien les forages nouvellement réalisés à travers les communes que ceux ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation dans la cadre du plan de renforcement de l'alimentation en eau

potable de ces communes, a-t-il indiqué. La mise en service de ces forages contribue à l'amélioration de la distribution de l'eau potable au profit des habitants des villages et des zones rurales touchés par cette opération, a conclu le responsable.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

NOUVELLE IMPULSION POUR LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

Un nouveau groupe créé

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé ce lundi, les travaux de la 187^e session du Conseil des participations de l'État, conformément aux directives du Président de la République. Cette réunion a été consacrée à l'achèvement des procédures légales relatives à la régularisation finale des dossiers des biens immobiliers et mobiliers saisis. Ces biens ont été saisis en vertu de décisions judiciaires définitives dans le cadre de la lutte contre la corruption et leur transfert de propriété à des institutions publiques économiques, moyennant contrepartie. Le Conseil a approuvé le projet de création du "Groupe des Travaux Maritimes (GTM)", considéré comme un outil efficace pour la mise en œuvre des investissements envisagés dans le domaine du développement des infrastructures maritimes. Cela devrait accompagner la dynamique de l'économie nationale, en particulier dans le secteur de la promotion des exportations hors hydrocarbures.

Par Réda Hadi

Ainsi donc, l'Etat est décidé à dynamiser le développement des infrastructures portuaires du pays, à travers la création d'outils nécessaires pour une gestion optimale des investissements destinés à ce secteur stratégique. Dans cette optique, le conseil des participations de l'Etat a approuvé le projet de création du groupe des travaux maritimes (GTM), destiné à mettre en œuvre les investissements prévus dans le développement des infrastructures maritimes, rapporte un communiqué des services du premier ministre. Cette décision, est «une concrétisation de la vision stratégique du président, visant à renforcer les capacités nationales en matière de réalisation et d'ingénierie dans divers domaines», soulignent les services du premier ministre, affirmant que ce groupe constituera «un outil efficace pour la mise en œuvre des investissements prévus dans le développement des infrastructures maritimes, contribuant ainsi à soutenir l'élan économique national, notamment en ce qui concerne la promotion des exportations hors hydrocarbures». La décision de création de ce groupe a

été instruite, faut-il le rappeler, par le chef de l'Etat lors du conseil des ministres tenu le 15 juillet dernier, au cours duquel il avait donné des instructions au ministre des travaux publics, en coordination avec le premier ministre, de créer une société algérienne de grands travaux maritimes, spécialisée dans l'aménagement des ports, pour l'extension du port de Djen Djen, à Jijel, pour qu'il joue un rôle pivot en Méditerranée, et d'accélérer l'extension du port de Annaba et son raccordement à la voie ferrée, pour le transport et la commercialisation du phosphate intégré de Bled El-Hadba, de Tébessa vers Annaba.

Vers une meilleure dynamique pour le secteur maritime

Les projets d'infrastructures portuaires en cours de réalisation, et qui se positionnent comme des leviers essentiels pour dynamiser l'économie nationale et renforcer les échanges commerciaux, visent à positionner l'Algérie comme un acteur majeur sur le marché africain, en tirant parti des opportunités offertes par la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Le développement des infrastruc-

tures portuaires, combiné à la création d'une société de grands travaux maritimes, est destiné à renforcer la position stratégique de l'Algérie dans la région. Parmi ces projets, les extensions du port de Djen Djen (Jijel), qui se distingue par ses gigantesques terminaux spécialisés, notamment minéraliers, bitumiers, céréaliers et à conteneurs. Grâce à ses superstructures et à son équipement de manutention avancé, incluant de gigantesques grues portuaires, le port est capable de gérer un large éventail de marchandises, allant des matières premières aux véhicules importés. En 2023, le volume des échanges au port a atteint 90,2 millions de tonnes, avec une projection d'atteindre 12 millions de tonnes annuellement une fois les travaux du terminal à conteneurs achevés en 2025. Ce dernier permettra d'accueillir des navires transportant jusqu'à 18.000 conteneurs, réduisant ainsi les coûts de transport et le délai de transit des marchandises destinées aux marchés africains de près de 20 jours. Autre projet portuaire d'envergure, l'extension du port de Annaba qui représente un autre volet crucial des am-

bitions portuaires algériennes, qui comprend la construction d'un nouveau terminal minéralier de 1600 m de long avec un tirant d'eau de 16 m. Ce projet, mené par un consortium algéro-chinois incluant China Harbour Engineering Company (CHEC), Cosider-TP et Méditerranéenne des travaux maritimes (Meditram), vise à augmenter les capacités d'accueil du port et à recevoir des navires de gros tonnage. L'extension du port de Annaba permettra d'accroître les volumes de phosphate et de produits phosphatés manutentionnés, avec l'objectif de faire de l'Algérie un acteur majeur sur le marché des engrais et des fertilisants. Une fois achevé, ce projet évalué à 89 milliards de dinars algériens (environ 662 millions USD) devrait porter les capacités d'exportation de phosphate à plus de 6 millions de tonnes par an. L'ensemble de ces projets d'infrastructures portuaires représentent des moteurs capitaux pour le développement économique du pays qui, une fois achevés, permettront à l'Algérie de s'affirmer comme un hub stratégique pour le commerce transcontinental et de conquérir des parts de marché significatives en Afrique.

DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Entre progrès réels et opportunités futuristes

Par Sirine B

L'Algérie traverse une période de transformation économique marquée par une dynamique d'investissement en pleine effervescence. Cette évolution, fruit d'initiatives récentes et de stratégies ambitieuses, se manifeste par une diversification des secteurs économiques ainsi qu'un renforcement des cadres institutionnels et réglementaires. Depuis le début de ses activités en novembre 2022, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) joue un rôle déterminant dans cette dynamique, avec l'enregistrement de 8.465 projets d'investissement représentant une valeur globale de 3.840 milliards de DA. À l'horizon de cette dynamique, les opportunités futuristes sont tout aussi prometteuses. L'expert en investissement industriel Mohamed Sayoud, dans une déclaration à la presse, souligne la montée en puissance de la confiance des investisseurs, alimentée par les nouvelles législations sur l'investissement et l'immobilier indus-

triel. La diversification des secteurs d'investissement, incluant désormais le tourisme, les technologies et les énergies renouvelables, ouvre la voie à une croissance économique durable. Selon l'expert, l'agence démontre ainsi sa capacité à attirer des investissements dans divers secteurs, allant de l'industrie à l'agriculture. Ces projets devraient générer environ 210.000 emplois directs, reflétant une confiance croissante des investisseurs envers le marché algérien, renforcée par des réformes récentes et une amélioration significative de la transparence administrative. Le lancement de la plateforme numérique de l'AAPI en février a marqué un tournant décisif dans ce processus. Devenue l'outil principal pour l'attribution de foncier destiné aux investissements, cette plateforme a facilité l'accès à l'information et simplifié les démarches administratives, contribuant ainsi à attirer un nombre croissant d'investissements. Le gouvernement algérien s'est fixé des objectifs ambitieux, notamment l'augmentation des exportations hors

hydrocarbures à 30 milliards de dollars d'ici 2030, avec des perspectives pouvant atteindre 50 milliards de dollars si les projets en cours se concrétisent efficacement. Pour atteindre ces objectifs, Sayoud propose d'investir environ 5 milliards de dollars dans la construction et l'équipement de zones industrielles. Ce développement est crucial pour répondre à la demande croissante et attirer des investissements supplémentaires. Parallèlement, l'intérêt croissant de la diaspora algérienne pour les projets d'investissement dans leur pays d'origine constitue un atout précieux. Les demandes de consultation en provenance de pays tels que le Canada, la France, la Belgique, le Qatar et Dubaï révèlent un potentiel significatif pour canaliser des fonds et des projets innovants vers l'Algérie. En exploitant cette dynamique, l'Algérie peut renforcer ses liens avec sa diaspora et stimuler davantage son développement économique. Cependant, malgré ces avancées, l'Algérie doit faire face à des défis majeurs, notamment en matière d'infra-

structure et de fourniture de foncier. Les propositions pour construire des zones industrielles et améliorer les infrastructures doivent être mises en œuvre rapidement pour éviter des obstacles susceptibles de freiner la croissance. Il est également crucial que les réformes soient appliquées de manière cohérente et transparente pour maintenir la confiance des investisseurs. En somme, confirme l'expert, la dynamique d'investissement en Algérie est marquée par des progrès significatifs et de vastes opportunités. Les réformes récentes, la montée de la confiance des investisseurs et les ambitions économiques témoignent d'une transformation positive. Pour réaliser pleinement son potentiel, l'Algérie doit continuer à renforcer ses infrastructures, optimiser ses procédures administratives et exploiter le potentiel de sa diaspora. En combinant ces efforts, le pays est bien positionné pour transformer ses ambitions économiques en succès tangibles et durables.

SÉTIF

Vaste campagne de sensibilisation au micro-crédit et au financement des projets

L'antenne de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) de la wilaya de Sétif a lancé lundi une campagne de sensibilisation aux procédures d'accès au micro-crédit et au financement des projets dans les domaines de l'artisanat, l'agriculture et du soutien à la femme au foyer. Cette campagne qui se poursuivra au 19 août sous le slogan "le micro-crédit, partenaire efficace dans le financement des artisans, agriculteurs et femmes au foyer" touchera 20 communes relevant des daïras de Sétif, Bougaâ, Ain Azel, El Eulma et d'Ain Kebira du Nord et du Sud de la wilaya, a précisé le directeur de wilaya de l'ANGEM, Badreddine Boudjelal. L'objectif est de sensibiliser les catégories visées à l'importance du micro-crédit pour le lancement de projets et l'acquisition de matières premières et de leur présenter les procédures à suivre et conditions à satisfaire pour bénéficier des avantages accordés par le dispositif ANGEM, a souligné le même responsable. Au premier jour de son lancement à la maison de jeunes "Ahmed Driss" de la commune de Bougaâ (Nord de Sétif), la campagne a connu un engouement des artisans, agriculteurs et femmes au foyer ainsi que des jeunes qui ont reçu des explications sur les prestations et avantages offerts par l'ANGEM dans ce domaine.

TLEMCCEN

Réalisation prévue de 8 centres de proximité de stockage intermédiaire de céréales

La wilaya de Tlemcen prévoit de réaliser 8 centres de proximité de stockage de céréales, dont les autorités locales ont procédé à la pose de la première pierre de certains d'entre eux. Le wali de Tlemcen a déclaré, en marge de la pose de la première pierre pour la réalisation de ce genre d'infrastructures au niveau des communes d'Amier, Sidi El Abdelli, Ain Talout et Ain Nehala,

que les capacités globales de stockage de ces centres dont a bénéficié la wilaya est évaluée à 40.000 tonnes, soit 5.000 tonnes pour chaque centre. Le premier responsable de l'Exécutif local a ajouté qu'une enveloppe financière estimée à 2 milliards de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces structures pour un délai de 6 mois, indiquant qu'elles devraient être réceptionnées "au

mois de janvier prochain". Il est à signaler que les 4 autres centres sont implantés au niveau des communes de Zenata, Bab El Assa, El Aricha et Maghnia, sachant que la direction locale des Services agricoles (DSA) a consacré une assiette foncière de plus de 30 hectares pour abriter tous les projets prévus à cet effet, a-t-on fait savoir de même source.

BANQUE D'ALGÉRIE

Une rencontre sur l'exportation avec des acteurs économiques et financiers

La Banque d'Algérie a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir tenu une rencontre de concertation avec les acteurs économiques et financiers nationaux, permettant de recueillir les différents avis et d'examiner les aspects opérationnels liés à la mise à jour des textes en matière d'exportation. "Une rencontre de concertation entre les responsables de la Banque d'Algérie et les

représentants du Conseil du Renouveau Economique Algérien (CREA), l'Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL), la Compagnie Algérienne de Garantie de Exportations (CAGEX), des experts, ainsi que le représentant de l'Association des Banques et Etablissements Financiers (ABEF) s'est tenue aujourd'hui, pour recenser et prendre en considération les avis des acteurs directement concernés en

matière d'exportation", a fait savoir la même source. Cette réunion s'inscrit "dans une démarche globale d'organisation de séries de rencontres thématiques avec pour objectif notamment, d'asseoir l'aspect opérationnel dans la mise à niveau des textes d'application, au regard des nouvelles dispositions de la Loi Monétaire et Bancaire", souligne-t-on dans le document.

Signature d'une convention de partenariat entre l'ANEP et la SGSIA

Une convention de partenariat a été signée, lundi à Alger, entre l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), et la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), pour "l'échange d'expertises et la création d'un environnement idoine pour faire face aux défis du marché du travail", indique un communiqué de l'ANEP. La cérémonie de signature s'est déroulée

au siège de l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, en présence du Président Directeur général (PDG) de l'ANEP, Messaoud Alghem, du PDG de la SGSIA, Mokhtar Said Mediouni, du Directeur général (DG) de l'ANEP-Communication et

Signalétique (ACS SPA), Riad Assefsaf, du DG de l'ANEP-Messagerie Express (AME SPA), Adel Zouggari, ainsi que des cadres des deux entreprises, a précisé la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسعة الاستهلاك ليوم 06 اوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Aout 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		DA / Kg	دج / كـلـغ	معدل	
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	93	113	73	البطاطا
	Tomate	69	81	56	الطماطم
	Oignon sec	42	48	36	البصل الجاف
	Ail sec	339	393	284	الثوم الجاف
	Carotte	70	78	62	الجزر
	Navet	122	135	108	لفت
	Poivron	98	110	86	الفلفل الأخضر
	Piment	109	123	94	الفلفل الحار
	Courgette	86	96	75	الكوسة
	Haricot vert	202	221	183	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	94	105	83	الخس
	Pomme locale	406	501	311	التفاح المحلي
	Datte	554	675	434	التمر
	Melon	102	114	91	البطيخ الأصفر
	Pastèque	82	93	72	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Banane	366	378	354	الموز
	Vlande bovine locale	1759	1894	1624	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	506	518	493	الدجاج
	Eufs (Unité)	16	16	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

ALGER

Exposition dédiée aux tapis, à la dinanderie et la poterie algériennes

Une exposition dédiée aux tapis, à la dinanderie et à la poterie algériennes a été ouverte au public, lundi à Alger, faisant valoir une partie de la richesse et la diversité du patrimoine culturel ancestral de quelques régions d'Algérie, à travers le langage référentiel des formes, du dessin et des motifs. Visible jusqu'au 31 août à la Galerie "Baya" au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, l'exposition organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, le Palais de la Culture Moufdi-Zakaria présente une variété de tapis de différentes formes et motifs, "appelée à s'élargir encore", selon le directeur artistique du palais, Mourad Bernoussi, montrant "la profondeur historique et civilisationnelle de chacune des régions représentée d'Algérie", a-t-il ajouté. Une quinzaine de tapis, quelques objets de vannerie, des ustensiles en cuivre et en poterie à usage domestique, relevant de la "collection d'antiquités traditionnelles du patrimoine décoratif et ornemental appartenant au palais de la Culture, constituent cette exposition", explique Mourad Bernoussi.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

EXPORTATIONS DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ (GNL)

L'Europe, principale destination du GNL algérien

Entre janvier et juin 2024, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Algérie se sont majoritairement dirigées vers l'Europe, mettant en évidence la forte demande énergétique du continent. D'après le dernier rapport de la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie « Attaqa.net », la Turquie et la France se démarquent comme les principaux importateurs, bénéficiant de la proximité géographique et de la nécessité de diversifier leurs sources d'énergie. L'Italie et l'Espagne, quant à elles, maintiennent des relations commerciales solides avec l'Algérie, renforcées par des besoins énergétiques croissants. Le Royaume-Uni, bien que moins dépendant, continue d'intégrer le GNL algérien dans son mix énergétique pour sécuriser ses approvisionnements.

Par Mourad A.

La Turquie s'est imposée comme le principal importateur, avec 2,17 millions de tonnes de GNL algérien. Cette relation commerciale solide s'explique par les besoins énergétiques croissants de la Turquie, qui cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie pour renforcer sa sécurité énergétique. En revanche, la France occupe la deuxième position avec 1,56 million de tonnes importées. Bien que possédant une production nucléaire substantielle, la France continue d'importer du GNL pour diversifier ses sources d'énergie et répondre à la demande croissante en période de pointe, notamment en hiver. Cette diversification est cruciale pour garantir une stabilité énergétique et éviter les interruptions de service. Par ailleurs, l'Italie et l'Espagne ont chacune importé environ 0,95 million de tonnes de GNL algérien. Ces deux pays ont des liens historiques et commerciaux solides avec l'Algérie, et leur dépendance au GNL algérien est en partie due à la nécessité de diversifier leurs sources énergétiques après la réduction des importations de gaz russe en raison des tensions géopolitiques. Pour l'Italie, le GNL algérien est une alternative stratégique, complétant les approvisionnements en gaz provenant de Russie et d'autres régions. De même, l'Espagne, avec ses nombreux terminaux de regazéification, est bien positionnée pour recevoir et distribuer le GNL en Europe. Enfin, le Royaume-Uni, bien qu'importateur plus modeste avec environ 0,20 million de tonnes, continue d'intégrer le GNL algérien dans son mix énergétique pour diversi-

fier ses approvisionnements. Le Brexit et les fluctuations des marchés énergétiques européens ont poussé le Royaume-Uni à rechercher des partenariats énergétiques en dehors de l'Union européenne, et l'Algérie représente une source fiable et proche pour le GNL. Cette répartition des exportations algériennes de GNL souligne l'importance de l'Algérie comme fournisseur crucial de gaz pour l'Europe. En outre, elle met en lumière la stratégie des pays européens visant à sécuriser et diversifier leurs sources d'approvisionnement en énergie dans un contexte de volatilité géopolitique et de transition énergétique. La demande européenne pour le GNL algérien est également renforcée par les infrastructures existantes, telles que les terminaux de regazéification, qui facilitent l'importation et la distribution efficace du GNL sur le continent.

Baisse des exportations algériennes de gaz naturel liquéfié (GNL)

Le rapport de « Attaqa.net » stipule que les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Algérie ont atteint leur plus bas niveau en deux ans en juillet 2024. Entre janvier et juillet 2024, les exportations algériennes de GNL ont chuté à 6,96 millions de tonnes, contre 7,35 millions de tonnes durant la même période en 2023. Plus précisément, en juillet 2024, les exportations ont dégringolé à 0,711 million de tonnes, contre 1,04 million de tonnes en juillet 2023. Cette baisse notable des exportations est principalement attribuée à une consommation accrue d'électricité en Algérie, qui dépend presque exclusivement du gaz naturel.

En effet, en juillet 2024, la demande en électricité a atteint un niveau record de 19,54 gigawatts, en raison de températures exceptionnellement élevées et d'une forte humidité. En comparant les exportations mensuelles de GNL sur une base annuelle, on observe une tendance fluctuante. En janvier 2024, les exportations étaient de 1,04 million de tonnes, légèrement inférieures à celles de janvier 2023 (1,13 million de tonnes). En février, elles se sont établies à 0,983 million de tonnes, contre 0,832 million de tonnes en février 2023. En mars, elles étaient de 0,951 million de tonnes, comparées à 0,944 million de tonnes en mars 2023. En avril, elles ont atteint 1,12 million de tonnes, contre 1,21 million de tonnes en avril 2023. En mai, elles ont augmenté à 1,14 million de tonnes, comparé à 1,09 million de tonnes en mai 2023. Enfin, en juin, les exportations ont diminué à 1,001 million de tonnes, contre 1,09 million de tonnes en juin 2023. En 2023, la production d'électricité en Algérie a diminué de 5,8 %, atteignant 85,9 térawattheures. L'Agence internationale de l'énergie prévoit une croissance annuelle de la demande en électricité de 5,2 % entre 2024 et 2026, anticipant que le gaz continuera de dominer le mix énergétique jusqu'en 2026. La baisse des exportations de GNL en Algérie en 2024 est donc principalement due à une demande intérieure accrue en électricité, exacerbée par des conditions météorologiques extrêmes. Malgré cette diminution des volumes exportés, la demande européenne pour le GNL algérien reste persistante.

BIENS MOBILIERS
ET IMMOBILIERS
DES OLIGARQUES
SAISIS PAR LA JUSTICE

Le dossier entre les mains du CPE

La confiscation judiciaire des biens des membres de l'oligarchie définitivement condamnés par la justice poursuit le processus de leur attribution aux entités publiques. Des entités économiques appartenant à des oligarques emprisonnés ont été rattachées à des groupes publics, sans l'accompagnement juridique et légal indispensable, avec, sans doute, à l'esprit, cette idée de ne pas les mettre en liquidation ou les fermer et mettre des centaines, voire des milliers de travailleurs si l'on comptabilise les effectifs de toutes les unités concernées. Les nouvelles autorités du pays avaient décidé ainsi de mettre sous la tutelle des groupes publics les entreprises des oligarques relevant du secteur agroalimentaire ; secteur dont les tenants ont été largement encouragés par l'entourage de l'ancien chef de l'Etat, le défunt Abdelaziz Bouteflika, par lequel ont transité, entre autres, les opérations de surfacturation et de transfert de devises vers l'étranger. Une opération dont l'enquête judiciaire a montré l'ampleur de la gabegie dont se sont rendus coupables des responsables gouvernementaux ainsi que de petits entrepreneurs. Les autres secteurs ont également connu leur période de programme de développement, à l'instar des télécoms ou des infrastructures dont les marchés ont été octroyés en marge des cahiers des charges, pour en définitive ne connaître pas un zest de réalisation.

PRIX DU PÉTROLE

Entre volatilité du marché et stratégies de l'OPEP+

Le rapport de la plateforme Attaqa.net sur les prévisions des prix du pétrole révèle un tableau complexe et nuancé des tendances actuelles du marché pétrolier. En toile de fond, une grande incertitude persiste, exacerbée par les récentes turbulences sur les marchés mondiaux et les craintes de récession économique. Bien que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les efforts de réduction de production par l'alliance OPEP+ jouent un rôle crucial dans le soutien des prix, la menace d'une récession mondiale pourrait sérieusement compromettre les perspectives optimistes. Actuellement, le prix du Brent oscille autour de 76 dollars le baril. Cependant, cette évaluation est susceptible de connaître une forte baisse en cas de ré-

cession économique significative. Selon les prévisions, une reprise rapide pourrait survenir grâce à des ajustements supplémentaires dans la production par l'OPEP+. Les marchés ont récemment enregistré des baisses importantes, avec les prix du Brent et du WTI chutant à leurs niveaux les plus bas depuis le début de l'année 2024. Le rapport de la société Energy Outlook Advisor révèle que la baisse actuelle des prix du pétrole est principalement influencée par un sentiment négatif sur les marchés, plutôt que par des changements fondamentaux économiques. En l'absence de récession, les prix du Brent devraient se maintenir dans une fourchette de 78 à 84 dollars le baril. Cependant, une récession des grandes économies mondiales compromettrait la croissance attendue de la de-

mande pour 2024, estimée à 1,48 million de barils par jour. Les prévisions de croissance de la demande varient considérablement, allant de 0,97 million à 2,25 millions de barils par jour selon les sources. Face à un scénario de récession sévère, l'OPEP+ devrait intensifier ses réductions de production, entraînant une chute temporaire des prix avant une éventuelle reprise. Depuis novembre 2022, l'OPEP+ a réduit sa production de 2 millions de barils par jour, avec des réductions volontaires supplémentaires de 1,6 million de barils par jour depuis mai 2023, et de 2,2 millions de barils par jour depuis le début de 2024. Ces mesures sont prévues jusqu'à la fin du troisième trimestre 2024, avec une reprise progressive attendue à partir d'octobre

2024. À court terme, l'OPEP+ pourrait réévaluer la réduction progressive des quotas en fonction des évolutions du marché. L'annulation ou le report de ces réductions pourrait être envisagé au quatrième trimestre 2024, et l'OPEP+ pourrait également demander aux pays ayant dépassé leurs quotas de compenser en réduisant encore leur production. Cette dynamique pourrait entraîner une réduction de l'offre de pétrole en dessous des niveaux planifiés pour le quatrième trimestre. En somme, les prix du pétrole sont fortement influencés par les conditions économiques mondiales et les stratégies de production de l'OPEP+. Les prévisions demeurent incertaines, en raison des tensions géopolitiques et des fluctuations de la demande mondiale.

TINDOUF
**Ouverture
d'une antenne
locale de
l'ONAB**

Le secteur de l'agriculture dans la wilaya de Tindouf a été renforcé par une antenne locale de l'Office national des aliments de bétail (ONAB) et une coopérative agricole de services, a-t-on appris lundi de la chambre d'agriculture de la wilaya. L'ouverture de cette nouvelle structure qui consiste à assurer l'approvisionnement des exploitations d'élevage en aliments de bétail à des prix compétitifs, vise à répondre aux préoccupations des éleveurs et agriculteurs en la matière, a affirmé le président de la chambre d'agriculture, Abderrazak Boughenama, signalant que cette opération a trouvé un "écho favorable" auprès des professionnels du secteur, étant donné qu'elle permettra d'éviter le manque d'aliments de bétail qu'a connu la région. Et d'ajouter que la création d'une coopérative agricole de services baptisée sous le nom "Djebilet", a pour objectif d'accompagner les agriculteurs de la wilaya, tout en contribuant à la concrétisation de leurs aspirations sur le terrain. Totalisant près de 130 adhérents, cette nouvelle coopérative agricole, qui dispose d'un capital social de 100 millions de DA, vise également à promouvoir l'esprit d'initiative chez eux et les aider à trouver des solutions aux problèmes qui entravent leur travail, a-t-il souligné.

ALIMENTATION EN EAU À MÉDÉA
Takhabite se meure de soif

Si l'alimentation en eau a connu quelques légères améliorations dans le chef-lieu de la wilaya de Médéa, certains quartiers continuent de souffrir le martyr en cette période de canicule prononcée. En effet, des habitants du quartier de Takhabite nous ont déclaré, qu'ils ne sont approvisionnés que tous les 9 jours et au mieux 7 jours. Une situation que les habitants de ce quartier, ne comprennent pas, d'autant que des localités toutes proches, sont pourvues au pire 3 fois par semaine.

Par Réda Hadi

Takhabite, un quartier tranquille sur les hauteurs de la ville de Médéa, souffre du manque d'eau. Et si ce n'était les fontaines publiques, la situation aurait été plus dramatique. En effet la rareté de ce précieux liquide dans les robinets a contraint beaucoup d'habitants à se ruer sur les multiples fontaines d'eau, éparpillées à travers la ville de Médéa, pour s'approvisionner en eau. L'existence de ces fontaines a été d'un grand secours pour la population qui peut accéder librement, de jour comme de nuit, à cette source de vie vitale. Mais à Takhabite, la situation est devenue désespérée. En effet, alors que les pouvoirs publics s'acharment à résoudre ce problème, la Seal est pointée du doigt, accusée par ces habitants de discrimination, et de gabegie dans la gestion de l'eau. Pour beaucoup, il est aberrant que des quartiers entiers soient privés d'eau pendant 9 jours, alors que dans le même chef-lieu, des zones en sont pourvues, une fois tous les 2 jours. Pour ceux qui en sont privés, cela relève d'une discrimination et de la mauvaise gestion d'approvisionnement.

La colère gronde « car tout le monde n'a pas les moyens de se doter d'une citerne. Et même si c'était le cas, au rythme où l'eau est fournie, il faudrait des bâches d'eau de 10 M3 au moins », nous affirme faycal, la cinquantaine, qui avoue recourir très souvent aux fontaines publiques. D'ailleurs l'éloignement de ces points publics d'approvisionnement en eau potable obligent les résidents de la périphérie de Médéa à faire de longs et pénibles déplacements vers le centre-ville pour s'approvisionner ou déboursier entre 1.500 et 2.000 Da pour se faire livrer une citerne d'eau, note, pour sa part, Mohamed, résident dans périphérie est de Médéa, qui s'approvisionne en eau potable à partir d'une fontaine, située au quartier Takbou, distante de centaines de mètres, mais contraint de faire appel aux livreurs de citernes d'eau, quand ses stocks sont épuisés. Ce qui est souvent le cas. Une dépense qui se fait au dépend d'autres charges du quotidien, tout aussi indispensables, estime ce père de famille, au modeste revenu, qui ne cache pas son angoisse et sa crainte de ne pouvoir faire face financièrement à cette situation, si cette pénurie d'eau venait à se prolonger encore. Près du siège de ADE Médéa, une dame

nous affirme que le dernier approvisionnement en eau n'a duré qu'une demie heure. Et si ce n'était, les appels répétés et menaçants de son époux, la situation n'aurait pas été rétablie. Pour cette dame c'est un problème récurrent qui dure depuis des années, à tel point qu'en 2022, des habitants de ce quartier et d'autres aussi, en sont venus à protester publiquement devant l'ADE, et avec vigueur aussi. L'approvisionnement a vite été repris d'une manière correcte, mais n'a duré que quelques semaines. « Chassez le naturel, il revient au galop » soupire-t-elle. Pour Mohamed, un retraité de la fonction publique, la gestion se fait d'une manière très aléatoire. On approvisionne plus certains quartiers au détriment d'autres. Pour ce retraité, c'est une vraie aberration. Sinon comment expliquez, alors que le wali en juin de cette année, annonce le renforcement de la distribution de l'eau et des projets de 90 milliards de DA, alors qu'au centre-ville, des quartiers se meurent de soif. Pour ce retraité, nul n'est besoin de recourir à des protestations publiques, comme celles de Tiaret, c'est juste une question de bon sens et de bonne gestion.

CONSTANTINE

Quatre expositions-vente de fournitures scolaires, prochainement

Quatre expositions-vente de fournitures scolaires seront organisées dans la wilaya de Constantine en prévision de la rentrée des classes 2024-2025, a indiqué, lundi, le directeur du commerce et de la promotion des exportations, Sid-Ali Merdas. Le même responsable a précisé que ces expositions, prévues

"dans les prochaines semaines", se tiendront dans quatre "zones principales de la wilaya", en l'occurrence les communes de Constantine, d'Ain Smara, Zighoud-Youcef, ainsi que dans la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli et ce, en raison du fait qu'il s'agit de zones à forte concentration d'habitants et dont la position géographique permet

la couverture de plusieurs régions voisines. M. Merdas a également souligné que la porte était "ouverte à tous les opérateurs économiques souhaitant exposer leurs produits dans le cadre de ces expositions", avant d'ajouter qu'un formulaire spécial était prévu à cet effet. Le directeur du commerce et de

la promotion des exportations a fait savoir, dans ce contexte, qu'en plus des fournitures scolaires, divers autres produits liés à la rentrée des classes, à l'exemple des tabliers, des cartables et des manuels scolaires, seront également proposés à la vente afin de répondre aux besoins des écoliers.

NOUVELLE VOIE RELIANT LE PORT D'ORAN ET L'AUTOROUTE EST-OUEST

Entrée en service du premier tronçon dans les prochains jours

Le premier tronçon de la nouvelle voie reliant le Port d'Oran à l'autoroute Est-ouest, s'étendant sur une distance de plus de 8 km, devra entrer en service dans les prochains jours, a-t-on appris, lundi, du wali d'Oran, Saïd Sayoud. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection au projet, M. Sayoud a indiqué que le premier tronçon de cette voie, dont les travaux ont été achevés à 100% entrera en service dans les prochains jours. Il a ajouté que cet axe devra conférer une esthétique à la façade maritime et

la ville d'Oran, ainsi qu'une valeur ajoutée et une dynamique pour la capitale de l'Ouest du pays, en plus d'opérer une fluidité du trafic des poids lourds fréquentant le Port d'Oran, estimés à 1.600 camions par jour. Le wali a ajouté que, le long du tracé, de vastes opérations de boisement seront réalisées, en plus de la réalisation de structures sportives, des terrains de proximité et un port de plaisance, dans le cadre d'investissements privés, des cafétérias et des restaurants, ainsi que des installations touristiques.

Pour sa part, le Directeur régional de l'Algérienne des autoroutes, Ahmed Rouini, a souligné dans une déclaration à l'APS qu'environ six opérations expérimentales réussies ont été réalisées au niveau des deux tunnels de cette route. Ce projet, réalisé aux dernières techniques et pris en charge par un groupe algéro-turc "Makyol" porte sur la réalisation de cinq ouvrages d'art, dont un tunnel de deux accès sur une longueur de 930 mètres, un autre de 1.580 m et un pont de 680 mètres, avec la réhabilitation du chemin "Djoualek".

Par ailleurs, le wali d'Oran a annoncé l'achèvement de l'étude portant projet de dédoublement de la route nationale RN 4 jusqu'à la zone industrielle de Taфраoui, ajoutant que les travaux seront lancés après l'inscription du projet et l'achèvement des procédures administratives, alors que les travaux de réalisation d'une trémie au rond-point de Haï "pépinière" de la commune de Bir El Djir démarreront au mois de septembre prochain, sachant que l'entreprise chargée des travaux a été désignée.

L'incertitude mondiale nuance l'optimisme autour la croissance africaine

En 2024, l'Afrique restera la région du monde à la croissance la plus rapide juste après l'Asie, en hausse à 4%, confirmant sa résilience. Mais pour le Banque africaine de développement (BAD) qui publie ses perspectives annuelles, la « grande incertitude mondiale » qui prévaut, place le continent face à certains risques non négligeables.

Après le ralentissement de la croissance du PIB de l'Afrique l'an dernier à 3,1%, le continent devrait voir ce chiffre grimper à une moyenne de 4% au bout de l'année en cours, marquant une nouvelle fois la « résilience remarquable » de la région face aux chocs mondiaux, révèle le rapport sur les perspectives économiques régionales publié à Nairobi par la Banque africaine de développement (BAD) qui tient ses assemblées annuelles du 27 au 31 mai dans la capitale kenyane. Une performance qui fera une fois de plus de l'Afrique, la région du monde à la croissance la plus rapide derrière l'Asie et juste devant l'Europe.

« Optimisme prudent »

Placé sous le thème « Impulser la transformation de l'Afrique par la réforme de l'architecture financière mondiale », l'étude souligne l'optimisme que suscitent les indicateurs macroéconomiques des pays africains, mais nuance. « Les perspectives économiques positives de l'Afrique s'accompagnent toutefois

d'un optimisme prudent, compte tenu de la grande incertitude mondiale et des tensions géopolitiques », déclarent les économistes de l'institution panafricaine. Si l'invasion russe en Ukraine a freiné le vif élan de la relance post-Covid avant que des alternatives ne soient trouvées en faveur des approvisionnements clés dans le monde -permettant à de nombreuses économies y compris africaines de retrouver un certain dynamisme- la persistance de ce conflit auquel s'est ajouté la guerre Hamas-Israël, le tout dans un contexte inflationniste, de hausse des taux d'intérêt et de défis climatiques, fait peser le spectre de l'incertitude. De plus la croissance attendue sur le continent n'est pas homogène. D'un point de vue sous-régional, l'Afrique de l'Est en est la locomotive, grâce un bond remarquable attendu à 4,9% contre 1,5% l'an dernier. Le Centre (4,3%) et l'Ouest (4,2%) du continent lui emboîtent le pas, tandis que l'Afrique du Nord devrait reculer à 3,6%, quand l'Afrique australe (2,2%) bien qu'en mode redressement serait le parent pauvre de la croissance africaine. Sous un autre angle, la tendance à la stabilisation des chiffres du tourisme

pourrait desservir les économies dépendantes de ce secteur, tandis que les pays pétroliers sont exposés à un léger ralentissement économique suite à la baisse des objectifs de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Les pays miniers devraient, en revanche, se consolider grâce à la hausse de la demande en Chine, tandis que les investissements publics accrus dans les principaux secteurs de croissance sauveront les économies peu riches en ressources.

Le financement en question, encore et toujours!

Les économistes de la BAD estiment que les pays du continent en général courent le risque d'être sous pression si les tensions inflationnistes et les freins au commerce et à l'investissement persistent. Et alors que le déficit de financement de l'Afrique pour rattraper ses retards de développement et accélérer sa transformation structurelle d'ici 2030 s'élève à 402 dollars par an, l'institution basée à Abidjan prône la réforme du système multilatéral mondial. « L'architecture financière mondiale est confrontée à un certain nombre de défis en termes d'incapa-

cité à fournir à l'Afrique les financements dont elle a besoin pour atteindre les objectifs de développement durable... », a déclaré le président de la BAD Akinwumi Adesina, estimant la réforme « plus que nécessaire ». L'urgence de cette réforme réside en outre dans le fait qu'en plus de ses importants besoins de financements, le continent doit dealer avec la problématique de la dette et des taux d'intérêts toujours plus élevés pour les pays africains. Sur la seule année 2024, la facture du service de la dette pour les pays africains s'élève à près de 74 milliards de dollars, alors qu'elle n'était que de 17 milliards de dollars en 2010. Si les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) sont regardés comme révolutionnaires, encore plus depuis l'approbation mi-mai du capital hybride comme instrument éligible pour la canalisation des DTS, les organisations panafricaines et les pays continuent de militer pour une totale libération de ces DTS notamment via les banques de développement du continent.

La piste des IDE (aussi)

Pour accroître les possibilités de financement de la transformation de l'Afrique, les économistes de la BAD estiment qu'il faudrait également relever les défis liés à l'attraction des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays, que sont la stabilité politique, bonne gouvernance et stabilité des prix entre autres. En raison de ces facteurs, les IDE de l'Afrique ont dégringolé de 47% en valeur en 2022, pour totaliser 45 milliards de dollars. Pourtant, « entre 1990 et 2022, seule l'Europe a attiré plus d'IDE en part du PIB que l'Afrique, avec une moyenne de 2,3%, contre 1,9% pour l'Afrique et 1,6% pour les continents américain et asiatique », indiquent les auteurs du rapport pour signifier la trajectoire positive sur laquelle se trouvait le continent. Désormais, mobiliser toutes les sources de financements à des coûts moindres devient une priorités pour les Etats africains qui ont, eux aussi, leur lot d'obligations à remplir (amélioration des ressources internes, réformes...) afin d'étendre les champs des possibles pour la transformation de l'Afrique.

Source: La Tribune Afrique

AKINWUMI ADESINA, BAD

«Toute entreprise qui travaille en Afrique doit payer l'impôt en Afrique »

Première institution financière du continent, la Banque africaine de développement (BAD), qui vient de porter son capital à 318 milliards de dollars et qui lance sa nouvelle stratégie décennale, plaide -entre autres- pour une plus grande implication du secteur privé dans le développement régional. « Aujourd'hui, nous sommes trop généreux en Afrique, lorsque nous accordons des exonérations d'impôt aux entreprises. Aux Etats-Unis, au Canada ou ailleurs, ce type de situation n'existe pas. Il ne faut pas octroyer de telles exonérations. J'estime que toute entreprise qui travaille en Afrique et qui puise des ressources africaines doit payer l'impôt en Afrique ». Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, s'est ainsi exprimé face à la presse à l'issue des assemblées annuelles 2024 de l'institution à Nairobi, tenue avec une participation active de plusieurs chefs d'Etat dont William Ruto du Kenya, Denis Sassou Nguesso du Congo Brazzaville, Paul Kagame du Rwanda ou encore Moussa Faki Mahamat de l'Union africaine. En pleine célébration de ses 60 ans, l'institution créée le 10 septembre 1964 à Khartoum, vient également de lancer sa nouvelle stratégie décennale 2024-2033 qui vient renforcer les « High 5 » lancés en 2015 et qui se décline autour de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Si la nouvelle feuille de route ne déroge pas à sa tradition d'appuyer les actions des Etats, la Banque qui se dit « consciente du rôle essentiel du secteur privé dans la transformation de l'Afrique », entend « renforcer sa collaboration avec le secteur privé » africain et international au cours des dix prochaines années. Elle prévoit à cet effet de tripler ses opérations financières non souveraines à 7,5 milliards de dollars par an. Concrètement, cela devrait se traduire par une hausse de ses investissements dans les grandes, moyennes, petites et micros entreprises, ainsi que dans les chaînes de valeur.

La BAD veut prendre plus de risques

Pour d'ailleurs amplifier sa puissance financière, le conseil des gouverneurs de la BAD -dont la France et 14 autres pays européens sont membres- a approuvé l'augmentation de 117 milliards de dollars du capital de la Banque qui passe à 318 milliards de dollars. La deuxième opération du genre en cinq ans, puisque la dernière date d'octobre 2019 et portait le capital de la Banque à 201 milliards de dollars. « Le nouveau capital dont nous dispo-

sons nous permettra de prendre plus de risques, c'est-à-dire que notre appétit du risque va augmenter », a déclaré Akinwumi Adesina. Le plaidoyer phare de la BAD en ce moment est la réforme de l'architecture financière mondiale, afin de permettre au continent de mobiliser les ressources nécessaires à son développement dans un contexte d'enjeux multiples, entre les tensions géopolitiques, l'inflation mondiale, la hausse des prix des matières premières et des aliments et les changements climatiques dont le continent se propose en solution pour la planète. Ces besoins se chiffrent à plus de 300 milliards de dollars par an. « L'Afrique devrait être au cœur de l'architecture financière mondiale », estime le président de la BAD. Ne cessant de rappeler que l'ordre financier mondial établi par les institutions de Bretton Woods à leur création n'ont pas tenu compte des intérêts du continent africain, le leader nigérian a tout de même félicité les quelques avancées de ces dernières années, notamment le fameux dossier des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI).

Financer le secteur privé local et attirer les financements privés

Mais en attendant que toutes ces initiatives aboutissent pleinement et servent les intérêts des pays africains, la BAD entend maximiser leur mise dans le secteur privé africain, afin de contribuer à la création ou la consolidation, selon les pays, d'un environnement économique qui attire davantage le financement privé international et surtout à de meilleurs taux. « Le secteur privé doit donc endosser un rôle critique, qu'il s'agisse de soutenir l'adaptation aux effets des changements climatiques, l'élargissement de l'accès des pays aux marchés des capitaux mondiaux, le financement des entreprises ou la fourniture d'infrastructures plus rentables dans le cadre de partenariats entre les secteurs public et privé », a expliqué Akinwumi Adesina. « Les financements publics ne suffisent pas, il faut optimiser le financement des banques multilatérales de développement et mobiliser des financements privés », a rétorqué Shanti Bobin, gouverneur provisoire pour la France à la BAD. Toutefois, le président de l'institution reconnaît les efforts à fournir sur le plan institutionnel : « nous devons être critiques envers nous-mêmes si nous souhaitons col-

laborer davantage avec le secteur privé. Nous devons être agiles, plus rapides et responsables ».

L'impôt des sociétés et son impact sur les conditions socio-éco

Parallèlement, les gouvernements africains doivent contribuer au financement de leur développement en mobilisant les ressources internes, en l'occurrence l'impôt. Mais le président de la BAD pose la question de savoir comment ces gouvernements pourront-ils être efficaces en la matière, si les entreprises étrangères qui investissent les marchés du continent ne payent pas l'impôt ou pour celles qui passent à la caisse, ne le font pas à hauteur de leurs activités ? « Un impôt est un contrat social entre une entreprise et le gouvernement. Les sociétés payent l'impôt et l'Etat fournit des services publics (électricité, eau, éducation, santé ...) », a expliqué le leader nigérian, soulignant que cela permet également d'améliorer les conditions nécessaires à la bonne marche des affaires. Il reconnaît toutefois que d'autres problématiques comme la lutte contre les flux financiers illicites et la corruption sont également à adresser. Globalement la croissance du PIB de l'Afrique devrait s'améliorer cette année pour atteindre une moyenne de 4%, selon les perspectives économiques de la BAD, même si ces résultats restent tributaires de la conjoncture mondiale. Pour faire face aux challenges et réaliser ses ambitions, la BAD peut s'appuyer sur un ensemble de partenaires, car comme l'affirme le président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah : « aucune institution ne peut répondre de manière significative aux besoins des Africains à elle seule. Il est nécessaire de nouer des partenariats entre les institutions. Les partenariats peuvent avoir un effet multiplicateur en termes d'impact ». Les douze prochains mois marqueront les derniers instants d'Akinwumi Adesina à la tête de la BAD, lui qui a rejoint la Banque en 2015 et dont la réélection en 2020 n'a pas été sans suspens. Loin des caméras et des micros, sa succession fait déjà l'objet de nombreuses concertations informelles. Et cette dernière ligne droite, le bureau du conseil des gouverneurs sera présidé par la Côte d'Ivoire, avec deux vice-présidences à savoir, la Chine et la République démocratique du Congo (RDC).

Source: La Tribune Afrique

ARABIE SAOUDITE
Le Saudi Media Forum s'associe à la Convention internationale de radiodiffusion

Le Saudi Media Forum est officiellement devenu le principal partenaire médiatique de la Convention internationale sur la radiodiffusion — soutenue par l'Union européenne de radiodiffusion — en prévision de l'avenir de Riyad. Exposition des médias ou FOMEX, en 2025. L'accord prévoit la création d'un pavillon dédié à l'Autorité saoudienne de radiodiffusion lors de l'exposition annuelle IBC à Amsterdam. En outre, l'IBC fera activement la promotion du forum et de son exposition par le biais de son vaste réseau européen des médias. Cette collaboration vise à sensibiliser et à mobiliser les participants à ces événements dans toute l'Europe, en assurant une visibilité généralisée et en maximisant la portée mondiale. Président de l'Autorité saoudienne de radiodiffusion et président du Forum des médias saoudiens Mohammed bin Fahd Al-FahdHarthi a déclaré que cette collaboration représente une étape importante dans la promotion de l'échange culturel et des connaissances entre l'autorité et les principales plateformes de médias mondiaux. Al-Harthi a également souligné le rôle du forum en tant que carrefour médiatique dynamique pour l'échange d'expertise, la formation de partenariats percutants et l'attraction annuelle de milliers de professionnels et de passionnés des médias. Le Saudi Media Forum est officiellement devenu le principal partenaire médiatique de la Convention internationale sur la radiodiffusion - soutenue par l'Union européenne de la radiodiffusion - en prévision de l'avenir des médias à Riyad Exposition.

RÉOUVERTURE DU POSTE FRONTALIER DE «RAS JEDIR» (TUNISIE)

Des réformes pour réduire la dépendance au secteur informel et garantir la transparence

Les échanges commerciaux entre «Zouara» et «Ben Guerdane», souvent qualifiés de «commerce sur la ligne», se sont diversifiés et intensifiés, et ce, au-delà des réglementations légales, ce qui a rendu difficile le contrôle par les autorités face à des groupes de plus en plus puissants.

Ramzi Bouassida, expert en finances publiques et locales, met le doigt sur cette problématique et nous explique pourquoi la régulation stricte du secteur informel est essentielle, non seulement pour maintenir la stabilité économique, mais aussi pour garantir les intérêts nationaux et la souveraineté économique.

Depuis 2011, la Libye traverse une période d'instabilité politique et sécuritaire majeure, marquée par l'absence d'une autorité centrale capable de gouverner l'ensemble du territoire national depuis Tripoli.

Les différents groupes tribaux ont établi leurs propres forces de sécurité et administrent des zones spécifiques, selon leurs propres intérêts.

Par exemple, le poste frontalier de « Ras Jedir », du côté libyen, est contrôlé par un groupe affilié à « Zouara ». Dans ce contexte, le ministère libyen de l'Intérieur a décidé, en mars 2024, de fermer ce poste pour rétablir le contrôle étatique,

en raison de son utilisation croissante comme plateforme de contrebande. Cette décision vise à renforcer les contrôles pour lutter contre le trafic de drogue et de carburant, comme l'a indiqué la même source.

Comprendre l'ampleur des relations tuniso-libyennes

Ramzi Bouassida, expert en finances publiques et locales, met le doigt sur cette problématique et nous explique que l'intensification du trafic de carburant vers la Tunisie a engendré une pénurie pour la population libyenne, ce qui a conduit à cette décision unilatérale et provoqué des troubles des deux côtés de la frontière. Il est essentiel d'examiner le tissu économique et démographique des deux côtés de la frontière pour comprendre l'ampleur des relations tuniso-libyennes.

Les échanges commerciaux entre Zouara et Ben Guerdane, souvent qualifiés de

«commerce sur la ligne», se sont intensifiés et diversifiés au-delà des réglementations légales, ce qui a rendu difficile le contrôle par les autorités face à des groupes de plus en plus puissants.

Les Tunisiens importent principalement du carburant, des appareils électroménagers et divers produits alimentaires, en raison de leur coût nettement inférieur par rapport à ceux vendus en Tunisie. Du côté libyen, les importations comprennent des médicaments et des produits subventionnés comme les pâtes, le sucre et d'autres denrées alimentaires.

Pour répondre à ces défis sécuritaires, les autorités libyennes ont remplacé l'ensemble de l'équipe en charge du poste frontalier, y compris les douanes, la police et l'armée, afin de mettre en œuvre les nouvelles procédures.

Des pourparlers ont également été menés avec les dirigeants de «Zouara» pour obtenir le soutien de la population.

ARABIE SAOUDITE

ACWA Power voit son bénéfice net augmenter de 35 % au premier semestre

ACWA Power affiche une performance financière solide au premier semestre 2024. Le géant saoudien des utilities a vu son bénéfice net s'envoler de 35,46 %, atteignant 926,79 millions de riyals (246,88 millions de dollars ; 1 dollar = 0,91 euro). Une progression spectaculaire par rapport à la même période de l'année précédente. Dans un communiqué

à la Bourse saoudienne, l'entreprise attribue cette hausse des bénéfices à un profit brut plus élevé, stimulé par l'augmentation des revenus, ainsi qu'à la croissance d'une part de bénéfice plus importante des sociétés mises en équivalence et à l'augmentation des revenus financiers. Cette performance s'inscrit dans la stratégie d'ACWA Power visant à mener la transi-

tion énergétique de l'Arabie saoudite et à se développer à l'échelle mondiale, ciblant les économies à forte croissance. L'entreprise prévoit de lever 7,13 milliards de riyals de capital pour tripler ses actifs sous gestion d'ici à 2030, soutenant ainsi sa croissance et sa stabilité financière. « Ces résultats financiers confortent notre stratégie d'expansion ambitieuse », af-

firme Marco Arcelli, PDG d'ACWA Power. « Ils nous donnent les moyens d'accélérer notre mission : fournir eau et électricité à l'échelle mondiale, de manière économique et durable. » ACWA Power affiche une croissance modeste mais stable : son chiffre d'affaires progresse de 2,58 % au premier semestre 2024, pour atteindre 2,81 milliards de riyals.

MAURITANIE

Des efforts louables de l'Agence nationale pour l'emploi pour aider les jeunes à s'insérer dans le marché du travail

L'Agence nationale de l'emploi à Nouadhibou œuvre à créer un cadre participatif entre les demandeurs d'emploi d'une part, et les organismes, institutions et entreprises de la wilaya qui ont besoin ponctuellement de main d'œuvre. Dans ce cadre, l'Agence organise des formations pour les jeunes sur les techniques de recherche d'emploi et d'entrepreneuriat, les enregistre dans une base de données et les accompagne dans la recherche d'opportunités d'emploi à travers des rencontres permanentes avec les entreprises et les

institutions pour identifier leurs besoins. Pour en savoir plus sur le rôle joué par cette institution dans le domaine de l'emploi, le bureau de l'Agence Mauritanienne d'Information a interviewé le coordinateur régional de l'Agence, M. El Kory Ould Grey-mich, qui a expliqué que le gouvernement, dans le cadre des préoccupations du Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a procédé ces dernières années à la restructuration de l'Agence et à l'élargissement de ses missions. Il a passé en revue quelques-unes des

mesures qu'elle a prises, tant au niveau de la recherche d'opportunités d'emploi pour les jeunes auprès des entreprises et institutions de l'État, qu'au niveau de la formation de ces derniers aux méthodes de gestion de projets et du financement de leur mise en œuvre. Dans ce contexte, l'Agence a formé 380 jeunes pour améliorer leur accès à l'emploi et 104 étudiants aux méthodes de gestion de projets, a-t-il indiqué, notant que le bureau de l'Agence reçoit chaque année des milliers de jeunes demandeurs d'emploi, ce qui prouve

l'importance de son rôle d'intermédiaire entre les employeurs et les demandeurs d'emploi. Il a réaffirmé la volonté de l'Agence Nationale pour l'Emploi à Nouadhibou de travailler avec tous les partenaires et de redoubler d'efforts pour contribuer à la réalisation des aspirations de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes et à renforcer leur accès aux différentes facilités et secteurs dans tous les domaines.

ZAMBIE

13 millions \$ de la BAD pour l'accès à l'eau et à l'assainissement

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement a accordé le 17 juillet 2024 à Abidjan, un prêt de 13,2 millions de dollars américains à la Zambie pour faciliter l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène à 460 000 personnes et renforcer les mesures innovantes dans les localités de Kabwe et de Bauleni. Le projet va aussi renforcer la résilience des populations bénéficiaires face aux effets des changements climatiques.

Outre le financement du guichet de prêts à taux concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement, l'Union européenne, partenaire stratégique du Groupe de la Banque appuie le projet à travers un don de 6,05 millions de dollars de son programme Nexus Energy pour la Zambie, une initiative de transformation dans le cadre de la stratégie Global Gateway. « Le projet vise à améliorer l'accès et la qualité des services d'eau et d'assainissement dans la ville de Kabwe (Centre de la Zambie) et dans la commune de Bauleni (quartier de Lusaka), et accroître l'efficacité opérationnelle et financière des sociétés d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Lukanga (Centre) et Lusaka, la capitale », a expliqué le chef du bureau pays du Groupe de la Banque africaine de développement en Zambie, Raubil Durowoju. Le projet prévoit notamment de réhabili-

ter la station d'épuration d'eau de Mulungushi (prise d'eau dans la rivière, canalisation d'eau brute) afin de relancer la production de 37 500 mètres cube d'eau potable par jour. Il prévoit également d'améliorer et d'étendre de plus de 70 kilomètres, les conduites de transport et de distribution d'eau, de construire et d'équiper cinq forages sur les champs de captage de Kalulu (Sud-Ouest) et de Mukobeko (Centre). Le projet va utiliser des technologies d'énergies renouvelables et introduire des mesures innovantes, comme des compteurs intelligents afin de rendre les coûts opérationnels inférieurs grâce à l'installation d'équipements d'efficacité énergétique dans le système de production et d'adduction d'eau. Le projet collaborera avec des partenaires comme l'Organisation des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) afin de renforcer la prestation de services d'eau, d'assainisse-

ment et d'hygiène. Il s'agira aussi de sensibiliser, au moins 10 000 personnes sur les questions de nutrition et d'hygiène intégrées, la résilience climatique, la gestion des déchets et de l'eau. La longue histoire de la Banque africaine de développement dans le secteur de l'eau en Zambie fait de l'institution un partenaire unique pour accompagner le gouvernement zambien dans la mise en œuvre de ce projet. Depuis la fin des années 1970, la Banque soutient le secteur de l'eau en Zambie. Sa première intervention, en 1979, sur le projet d'eau et d'assainissement de cinq centres provinciaux visait à améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement des villes de Choma, Kalomo, Livingstone et Monze dans le Sud du pays. Depuis lors, la Banque a soutenu au total 14 projets aux fins d'améliorer à long terme la sécurité de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Zambie.

ANGOLA

Prêt de 1,4 milliard \$ d'Afreximbank pour la construction d'une usine d'engrais

Porté par la joint-venture Amufert, le projet permettra de stimuler l'industrialisation, d'accroître la sécurité alimentaire et de positionner l'Angola en tant que grenier alimentaire de la région. Afreximbank a conclu un accord de prêt de 1,4 milliard \$ avec la joint-venture Amufert SA, pour financer la construction d'une usine d'engrais en Angola. L'annonce a été faite le vendredi 2 août 2024. La banque africaine d'import-export a également été mandaté

en qualité d'arrangeur principal pour soutenir la levée de fonds nécessaires pour ce projet de production d'ammoniac et d'urée dans la municipalité de Soyo en Angola. L'initiative vise à satisfaire la demande en engrais sur le marché local et d'autres marchés à l'international. L'apport financier d'Afreximbank sera complété par celui du groupe d'investissement privé Opaia et de l'entreprise publique des hydrocarbures Sonangol, tous deux fondateurs

d'Amufert. « Le partenariat avec Afreximbank facilite non seulement notre aventure, mais reflète également la confiance et une vision commune d'un avenir prometteur pour les initiatives de développement de l'Afrique », a commenté Agostinho Kapaia, président d'Opaia Group tout en soulignant les retombées notamment en matière d'amélioration des pratiques agricoles et d'augmentation de la production alimentaire locale. Notons que ce projet de produc-

tion d'engrais, annoncé en octobre 2023, a été lancé en mai 2024. En Afrique, « au cours des 10 dernières années, la consommation d'engrais a maintenu un taux de croissance annuel d'environ 8%, et l'utilisation moyenne d'engrais en Afrique subsaharienne en 2021 a augmenté à 18 kg (nutriments)/ha », a souligné l'Union africaine dans une note produite en marge du Sommet africain sur les engrais et la santé des sols, tenu en mai dernier.

RDC

Des travaux de forage lancés sur un projet d'étain au Nord-Kivu

Selon les statistiques officielles, la production de cassitérite (minerai contenant l'étain) en RDC a atteint 33 558 tonnes en 2023. Alors que la société Alphamin est le principal producteur industriel du métal, des compagnies s'activent pour découvrir d'autres gisements économiquement viables. En RDC, la junior minière Rome Resources a annoncé le 5 août le lancement de travaux de forage sur le prospect Kalayi, situé sur son projet Bisie au Nord-Kivu. Lancés quelques semaines avant une autre campagne similaire sur le prospect Mont Agoma du même projet, ces

travaux visent à établir une estimation de ressources minérales d'ici la fin de l'année. Les travaux à Kalayi consisteront en 12 trous de forage au diamant visant à tester la minéralisation sur 700 mètres et jusqu'à des profondeurs dépassant 100 mètres. Dans de précédents trous de forage, une minéralisation avec des teneurs comprises entre 1,05 % d'étain et 7,21 % d'étain a déjà été identifiée. « Le prospect de Kalayi présente des similitudes frappantes avec la mine voisine d'Alphamin, Mpama South [la plus grande mine d'étain de RDC, Ndlr] où les

teneurs en étain augmentent avec la profondeur. Nous sommes impatients d'informer régulièrement le marché de l'avancement de ces travaux », a commenté Paul Barrett, DG de Rome Resources. Pour rappel, la production d'étain en RDC est dominée par le secteur artisanal, Alphamin et son projet constituant la principale source industrielle d'étain dans le pays. Situé au nord de la mine d'Alphamin, le projet Bisie de Rome Resources pourrait permettre à terme à la RDC d'élargir sa présence sur un marché mondial dominé par les pays d'Asie.

GHANA

L'italien BF lance un projet agricole de près de 100 millions \$

Au Ghana, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % au PIB et emploie plus de 40 % de la population active. Le gouvernement qui cible l'autosuffisance et la sécurité alimentaire, compte également sur des partenariats avec des opérateurs étrangers pour stimuler la production agricole.

Au Ghana, l'entreprise italienne Bonifiche Ferraresi (BF) vient d'entamer un projet de production agricole de 90 millions d'euros (98,5 millions \$) à Aveyime-Battor, dans le district de North Tongu de la région de la Volta. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 5 août sur la page X (anciennement Twitter) de l'ambassade italienne basée à Accra.

Selon le média local Graphic online, ledit projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public privé conclu avec le gouvernement. Il porte notamment sur l'installation et le développement d'un domaine agricole de 5 000 hectares dédié à la culture de riz, de maïs, de soja, de tomates, de bananes et de blé.

D'après les responsables du projet, le domaine sera élargi à 25 000 hectares à terme et la production de l'entreprise est destinée à l'approvisionnement du marché local ainsi qu'à l'exportation.

« Nous pensons que le Ghana peut grandement bénéficier de l'expertise, du savoir-faire, de la technologie et de l'équipement de l'Italie pour développer et transformer ses ressources naturelles, créer de la valeur et atteindre la sécurité alimentaire. Ce projet contribuera énormément au développement, à la modernisation et à la diversification de l'agro-industrie dans le pays », a déclaré Daniela d'Orlandi, l'ambassadrice italienne.

Plus largement, cet investissement s'inscrit dans le cadre du plan Mattei, un programme de « partenariat stratégique » entre l'Italie et les pays africains adopté par le gouvernement italien en janvier 2024.

Dans le cadre de ce programme, l'entreprise italienne BF avait déjà conclu en juillet dernier un accord de 455 millions \$ pour la production de grains et de pâtes alimentaires dans le sud de l'Algérie.

MARCHÉS

Le Japon tente d'apaiser les investisseurs après le krach de lundi

Les dirigeants japonais ont tenté mardi d'apaiser les inquiétudes suscitées par les fortes fluctuations des marchés financiers dans l'archipel, le Premier ministre appelant au calme et de hauts responsables des finances convoquant une réunion d'urgence pour discuter de la situation après un "lundi noir".

Les responsables du ministère japonais des Finances, de l'agence des services financiers et de la Banque du Japon (BoJ) ont tenu cette réunion tripartite mardi après-midi, a déclaré Atsushi Mimura, un haut responsable nippon en charge des devises, signe de l'étroite coordination entre le gouvernement et la banque centrale. "Le gouvernement et la BoJ sont convenus qu'il était important de suivre l'évolution des marchés économiques et financiers nationaux et internationaux avec un sentiment d'urgence tout en évaluant calmement ce qui se passe", a déclaré à la presse Atsushi Mimura à l'issue de cette réunion. Une telle réunion est généralement organisée en période de turbulences sur les marchés, en partie pour montrer que les autorités sont prêtes à agir. La dernière réunion de ce type a eu lieu le 27 mars, à la suite d'une forte dépréciation du yen.

APRÈS UNE JOURNÉE NOIRE SUR LES MARCHÉS BOURSIERS Chute brutale à Wall Street

La Bourse de New York a conclu sur une chute brutale lundi, frôlant la panique dans le sillage de la déroute des marchés boursiers, face aux craintes de récession aux Etats-Unis et à l'appréciation du yen. L'indice Dow Jones, au cours de sa pire séance depuis 2022, a cédé 2,60% à 38.703,27 points. Le Nasdaq, où se concentrent les valeurs technologiques, au plus bas depuis mai, est en zone de correction, lâchant 3,43% à 16.200,08 points. L'indice élargi S&P 500, accusant aussi sa moins bonne séance depuis deux ans, a rendu 3,00% à 5.186,33 points. L'indice VIX, dit "l'indice de la peur" parce qu'il mesure la volatilité du marché, a grimpé en séance à un plus haut depuis mars 2020 lors du

Les marchés actions dans le monde ont lourdement chuté lundi, amplifiant un mouvement vente des actifs entamé la semaine dernière, avant de regagner un peu de terrain ce mardi. L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a ainsi rebondi mardi de 10,23% à 34.675,46, en réaction au soulagement des investisseurs, après une chute de 12,4% lundi, la plus forte en pourcentage depuis le krach du "lundi noir" de 1987. Atsushi Mimura a refusé de commenter les facteurs à l'origine de la chute des actions, mais a souligné que le ministère des Finances, l'agence des services financiers et la BoJ s'accordaient sur le fait que l'économie japonaise continuerait à se redresser progressivement. Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a appelé à la prudence, disant qu'il était important de porter un jugement calme sur le marché. Il a présenté des perspectives optimistes pour la qua-

trième économie mondiale, citant notamment la hausse des salaires réels corrigés de l'inflation enregistrée en juin, une première depuis plus de deux ans. "Nous reconnaissons que l'économie japonaise continue d'opérer une transition solide vers une nouvelle étape", a déclaré à la presse Fumio Kishida, depuis Hiro-

shima. Le ministre japonais des Finances, Shunichi Suzuki, a dit pour sa part que le gouvernement surveillerait et analyserait les mouvements des marchés financiers et travaillerait en étroite collaboration avec les autorités compétentes, dont la BoJ.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Août 2024 Valeur : 07 Août 2024				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.3986	134.4136
1	EUR	EURO 	147.2605	147.2904
1	GBP	POUND STERLING 	171.9972	172.0384
100	JPY	JAPANESE YEN 	93.9128	93.9298
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.8210	18.8244
1	CHF	SWISS FRANC 	157.9302	158.0593
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	96.8429	96.8747
1	DKK	DANISH KRONE 	19.7349	19.7400
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.7274	12.7346
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.2105	12.2189
1	AED	UAE DIRHAM 	36.5890	36.5970
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.7986	35.8102
1	KWD	KUWAITI DINAR 	440.0740	440.4115
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.1358	43.5694
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.5946	13.5961
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.4563	27.5969
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3846	3.3951
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5821	178.5821

APRÈS UN LUNDI NOIR

Rebond des Bourses asiatiques

Après une journée marquée par une baisse historique sur fond de crainte d'une récession aux Etats-Unis, la Bourse de Tokyo a clôturé en fort rebond, ce mardi 6 août. Même tendance à Pékin et Séoul. Les Bourses asiatiques étaient en

hausse ce mardi 6 août et tout particulièrement celle de Tokyo qui a clôturé en fort rebond au lendemain d'une chute historique sur fond de craintes d'une récession aux Etats-Unis et de nette remontée du yen, dans la foulée d'un resserrement monétaire au Japon.

L'indice vedette Nikkei, après avoir dévié de 12,4 % la veille, a rebondi de 10,23 % à 36 675,46 points, signant la plus forte envolée en nombre de points sur une séance de son histoire. L'indice élargi Topix a regagné mardi 9,3 % à 2 434,21 points.

«Aujourd'hui, les marchés japonais devraient commencer la journée par une hausse significative, le yen s'affaiblissant face au dollar, en plus d'une réaction à la forte baisse d'hier», a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex. «Il est intéressant

de noter que le yen, qui a joué le rôle du méchant dans la liquidation spectaculaire d'hier, pourrait devenir le héros d'aujourd'hui, offrant une bouée de sauvetage potentielle au milieu de la volatilité persistante», a estimé Stephen Innes de SPI Asset Management.

HORMIS PARIS

L'Europe rebondit après la correction de lundi

Les principales Bourses européennes, hormis Paris, rebondissent mardi en matinée dans le sillage de la Bourse de Tokyo alors que les autorités japonaises tentent de rassurer les marchés après le violent mouvement de correction de lundi liée en partie au renchérissement du yen. À Paris, le CAC 40 cède 0,14% à 7.138 points vers 07h55 GMT, après une baisse lundi moins marquée que les autres places européennes, de 1,42%. L'indice parisien est plombé mardi par les valeurs de l'énergie et de la santé. À Londres, le FTSE 100 rebondit de 0,25% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,55%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,42% et

le FTSEurofirst 300 de 0,55%. Le Stoxx 600, qui a plongé lundi à un plus bas de plus de six mois, reprend 0,67%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,49% pour le Dow Jones, de 0,94% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,29% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge sur fond d'inquiétude des investisseurs sur les perspectives économiques des Etats-Unis. La publication dans l'après-midi de lundi des chiffres de l'activité des services aux Etats-Unis, ressortie à 51,4 en juillet après 48,8 en juin, a toutefois un peu rassuré. A cela ce sont ajoutées les déclarations accommodantes du président de la Fed de

Chicago, Austan Goolsbee, qui a éloigné la perspective d'une récession. Au Japon, l'indice Nikkei, qui a chuté de plus de 12% lundi, sa plus forte baisse depuis le krach de 1987, a repris mardi 10,23% à 34.675 points. Les dirigeants japonais, dont le Premier ministre Fumio Kishida, ont en outre appelé mardi au calme alors que devait se tenir dans la matinée une réunion de crise, née du renchérissement du yen qui a forcé les investisseurs à clore leurs positions vendeuses sur la devise. Des traders ont déclaré mardi reconsidérer désormais leur réaction initiale à ces événements, ce qui permet à l'indice VIX de la

volatilité à Wall Street de reculer de près de 15% mais il est resté à un niveau élevé, à environ 32 points. "Fondamentalement, rien de significatif n'a changé pour l'économie japonaise. C'est le dénouement des positions sur les opérations de portage qui est à l'origine d'une grande partie de la dynamique des ventes", a noté Ray Sharma-Ong, responsable investissement multi-actifs pour l'Asie du Sud-Est chez Abrdn. En Europe, le rebond des marchés sera mis à l'épreuve à 09h00 GMT avec les chiffres des ventes au détail en zone euro qui devraient afficher, selon le consensus Reuters, un ralentissement à 0,1% sur un an en juin.

CAMPINGS, GARDE D'ENFANTS, FESTIVALS

Comment la chine compte relancer la consommation des ménages

Le gouvernement chinois a publié un plan de 20 mesures pour doper la consommation des ménages, dont la faiblesse pèse sur la croissance du pays.

La Chine a publié un plan pour stimuler la consommation des ménages, dont la faiblesse lèse la croissance du géant asiatique, en visant notamment la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et la restauration. Cette liste de 20 mesures générales, publiée samedi soir par le gouvernement chinois sur son site internet, constitue une feuille de route destinée aux ministères et aux collectivités locales. Après une réunion au sommet en juillet, le Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir s'était engagé à relancer la consommation, sur fond de croissance convalescente depuis la levée fin 2022 des mesures anti-Covid qui avaient lourdement pénalisé l'activité. Le gouvernement exhorte notamment dans son document à "augmenter l'offre de services de soins aux personnes âgées", via différentes mesures - un créneau de dé-

veloppement pour l'économie chinoise dans un contexte de vieillissement inexorable de la population. Sur fond de recul marqué chez les jeunes Chinois de l'envie d'avoir des bébés, en raison du coût élevé de l'éducation et du manque d'aides sociales, le texte appelle également à développer l'offre en matière de garde d'enfant. Des réductions d'impôts sur le revenu sont également prévues, notamment pour compenser le coût des soins apportés aux enfants de moins de trois ans et aux personnes âgées.

Développement du tourisme

Le gouvernement promet aussi de faire en sorte que les petites et microentreprises éligibles dans le secteur des services puissent bénéficier d'un soutien financier plus important, en particulier

de la part des banques. Dans l'alimentation, le texte appelle à la tenue de davantage de festivals ayant pour thème la nourriture ou encore à renforcer la promotion des "snacks" de la cuisine de rue - dont les Chinois sont déjà très friands. Il promet également d'encourager les grandes entreprises étrangères du secteur à ouvrir leurs premiers points de vente en Chine. En matière d'hébergement, le document plaide pour une meilleure offre qualitative ou encore pour la rénovation de logements inutilisés en zone rurale, afin d'y ouvrir davantage d'auberges ou de maisons d'hôtes. Parmi les autres mesures figure l'appel à soutenir financièrement des formes de tourisme (sportif, croisières, camping) encore peu développées dans le pays.

SERBIE

De nouvelles manifestations menacent un projet d'extraction de lithium

La volte-face du gouvernement serbe sur un projet d'extraction de lithium bloqué, dans le cadre d'un accord visant à approvisionner l'UE en matières premières essentielles, a déclenché une vague de protestations dans le pays. Quelques jours avant de si-

gner un accord de coopération avec l'UE sur l'approvisionnement en matières premières critiques, la Serbie a donné son feu vert au géant minier anglo-australien Rio Tinto pour développer ce qui pourrait devenir l'une des plus grandes mines de lithium d'Europe.

Cette décision a déclenché une nouvelle vague de protestations dans le pays. Un projet controversé Le projet minier de Jadar est en suspens depuis 2022, lorsque Belgrade a retiré l'approbation d'un plan d'aménagement du site de 250 hectares en raison de l'opposi-

tion généralisée de la population. Mais après que la Cour constitutionnelle a jugé la démarche illégale au début du mois, le gouvernement dirigé par le président Aleksandar Vučić a rapidement adopté un décret le 16 juillet permettant au projet de redémarrer immédiatement.

GRÈCE

Athènes voit son taux de chômage chuter à 9,6% une embellie économique

La Grèce a récemment enregistré une baisse significative de son taux de chômage, atteignant 9,6% en juin 2024. Cette diminution marque la première fois depuis 2009 que le chômage tombe en dessous de 10%, selon les données publiées par l'Autorité statistique hellénique (ELSTAT). Ce chiffre est d'autant plus impressionnant qu'il représente une baisse de 1,8 points de pourcentage par rapport à juin 2023, où le taux de chômage s'élevait à 11,4%. Cette tendance à la baisse s'accompagne également d'une augmentation notable du nombre de personnes employées.

Des chiffres en baisse

L'analyse des données de l'Autorité statistique hellénique (ELSTAT) révèle que le nombre de chômeurs a diminué de 85 865 personnes par rapport à juin 2023,

atteignant 456 663 personnes en juin 2024. Cette réduction du chômage s'accompagne d'une augmentation du nombre de personnes employées, qui a atteint 4 293 899 personnes, soit une hausse de 79 229 individus par rapport à l'année précédente. Dans une publication sur Facebook, le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis a salué cette évolution positive : « Selon l'Autorité statistique hellénique (ELSTAT), le taux de chômage dans notre pays est tombé à 9,6 % en juin contre 10,3 % en mai. C'est le niveau le plus bas depuis le même mois en 2009. De plus, nous avons constaté une augmentation de 400 000 du nombre de personnes employées. »

Les facteurs de la baisse

Plusieurs facteurs expliquent cette baisse. Tout d'abord, la relance écono-

mique post-crise a joué un rôle crucial. Depuis 2019, le gouvernement a mis en place diverses politiques économiques visant à stimuler l'emploi et à attirer les investissements étrangers. Par exemple, le développement de l'aéroport international abandonné Ellinikon, évalué à 8 milliards d'euros, a généré de nombreux emplois dans le secteur de la construction et des services. De plus, le secteur du tourisme en pleine expansion a considérablement contribué à la réduction du chômage. Avec des records de fréquentation battus en 2023 et une saison touristique en 2024 qui s'annonce sans précédent, le nombre d'emplois saisonniers a augmenté. Le ministère du Travail a rapporté une embauche record de 339 208 personnes au cours des six premiers mois de l'année, notamment dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement. Quelles conséquences ?

Les répercussions sont plutôt positives sur l'économie et le bien-être des citoyens grecs. L'augmentation du nombre de personnes employées stimule la consommation et par la même occasion renforce le pouvoir d'achat et contribue à la croissance économique. Cependant, le marché du travail reste marqué par une forte proportion d'emplois temporaires et à temps partiel, particulièrement parmi les jeunes de 15 à 24 ans, qui sont souvent prêts à accepter des salaires bas et des conditions de travail flexibles. Par ailleurs, les données montrent une diminution du chômage des femmes de 2,2 points de pourcentage par rapport à juin 2023 et une baisse de 2 points du chômage des jeunes. Néanmoins, le nombre de personnes employées reste encore inférieur d'au moins 300 000, par rapport à 2009.

AUSTRALIE

La banque centrale maintient son taux directeur le plus haut depuis près de 12 ans

La banque centrale d'Australie a maintenu mardi son taux directeur à 4,35%, son plus haut niveau depuis près de 12 ans, et averti qu'une baisse n'était "pas à l'agenda" alors qu'elle lutte contre une inflation élevée.

La Reserve Bank of Australia (RBA) a même envisagé de relever son taux, a précisé sa gouverneure Michele Bullock. "Une baisse de taux n'est pas à l'agenda à court terme, étant donné ce que nous savons", a déclaré Mme Bullock lors d'une conférence de presse, en affirmant que des prix élevés pourraient obliger la banque à maintenir des taux "plus haut plus longtemps". "Je sais que ce n'est pas ce que les gens veulent entendre", a-t-elle dit.

La hausse des prix à la consommation a légèrement ralenti en glissement annuel à 3,8% en juin en Australie, mais reste au-dessus de la cible de la RBA de 2 à 3%.

Le ministre des Finances australien, Jim Chalmers, a salué la décision de la banque centrale, en notant que les Australiens étaient déjà dans une situation difficile.

La croissance du PIB australien avait ralenti à 0,1 % au premier trimestre par rapport au précédent, contre une hausse de 0,3% au quatrième trimestre 2023, en données corrigées des variations saisonnières. Sur un an, la croissance s'était inscrite à 1,1%.

Ce constructeur de voitures électriques se lance dans la garantie à vie !



Alors que la plupart des constructeurs automobiles proposent une garantie de 7 ans sur leurs véhicules électriques, MG innove en proposant la garantie à vie !

Jamais, ou rarement, les voitures thermiques n'ont eu droit aux mêmes conditions de garantie que celles proposées sur les voitures électriques. Les constructeurs coréens ayant démocratisé la garantie de 7 ans depuis plusieurs années déjà. Mais sur l'électrique, la garantie "XXL" s'avère quasiment un prérequis, quel que soit le constructeur. Une façon de rassurer le client face à une technologie en pleine évolution et pour laquelle le recul est encore limité. De la même façon qu'il fallait rassurer sur la qualité des Kia et Hyundai alors que les marques n'étaient pas les plus connues.

Mais désormais, c'est MG qui va encore plus loin que les garanties 7, 8 ou 10 ans proposées chez certains constructeurs automobiles. Le constructeur sino-britannique passe effectivement à la garantie à vie !

Illimité dans le temps et en kilomètres

Ne nous emballons pas trop vite car pour l'instant, la marque du groupe SAIC Motors ne propose cette garantie à vie qu'en Thaïlande. Il n'empêche que cette initiative, qui aurait été mise en place à l'occasion du centenaire de la marque a de quoi étonner car en plus d'une garantie illimitée dans le temps, elle l'est aussi en nombre de kilomètres. Autrement dit, en achetant une MG, les clients thaïlandais n'auront presque plus à changer de voiture de leur vie, puisque la batterie, le moteur et l'électronique de puissance sont sous garantie.

Ne serait-ce pas se tirer une balle dans le pied que de proposer une telle garantie à vie ? Sachant que la garantie chez MG en Europe est normalement de 7 ans et 150 000 km, "au premier terme échû" comme on dit. Justement, peut-on voir une telle garantie arriver chez nous ?

Le meilleur moyen d'attirer ?

On peut effectivement se demander si, à un moment où les ventes de MG semblent caler, en dépit de tarifs qui restent aussi intéressants que quand MG la MG4 avait encore le bonus (pour le cas français), et que les tarifs de douanes ont été augmentés, une telle opération commerciale pourrait être un énorme coup de projecteur sur la marque.

D'autant que même si la Thaïlande où la garantie à vie est proposée est un marché lointain, sur les quatre modèles qui la proposent, deux sont bien connus chez nous : la MG4 et le Cyberster. Les deux autres modèles concernés sont les monospaces Maxus 7 et Maxus 9.

La BMW M 1000 RR est un monstre à ne pas mettre entre toutes les mains

Avec ses 213 ch et son poids de seulement 193 kg en ordre de marche, la M 1000 RR est la moto la plus méchante de la gamme BMW. Nous avons pu l'essayer dotée du pack Racing lors d'une journée piste sur le circuit Paul Ricard, dans le sud de la France. Verdict.



La BMW M 1000 RR fait partie de ces rares machines hors du commun, qui semblent directement sortir d'un team du championnat du monde de Superbike. En plus de notre modèle du jour, on peut également citer la Ducati Panigale V4R. Toutes les deux ont notamment comme point commun d'offrir une présentation exemplaire.

Par rapport à la S 1000 RR, notre M 1000 RR se démarque par un emballage entièrement fait de carbone apparent, de nouvelles ailettes génèrent un appui plus significatif même sur l'angle, avec 5,7 kg d'appui à 150 km/h (+ 1,6 kg par rapport à la génération précédente) et 22,6 kg à 300 km/h (+ 6,3 kg par rapport à la précédente). Une plus grande bulle promet un flux d'air plus protecteur du pilote. Toutes ces améliorations permettent une vitesse maximale annoncée à 314 km/h, en hausse de 8 km/h. Véritable innovation sur une BMW, les conduits de refroidissement du système de freinage avant sont aussi en carbone dans la version compétition.

La super sportive ultime

En termes d'esthétique, la nouvelle RR est plus trapue, sa face avant change avec le conduit d'admission central plus large et un carénage qui remonte de façon plus visible sur les côtés de la bulle dont le

bombé est plus important. Les ailettes sont arquées vers le sol et significativement plus larges que sur la génération 2022. La boucle arrière a aussi été redessinée pour paraître plus aérienne. Résultat : la moto reste haute. Même un conducteur mesurant 1,80 m, aura du mal à la mouvoir à l'arrêt ou à basse vitesse.

trouve sur la 1000 RR une ergonomie de super sportive. Les platines de repose-pieds qui offrent 6 positions permettront au pilote d'ajuster finement sa position. Les réglages des leviers sont aussi appréciables pour avoir la meilleure préemption possible. En somme, la M 1000 RR respire la course. C'est d'ailleurs une machine prisee en



La finition est à la hauteur des moindres détails : platines de repose-pieds, leviers, tés de fourche, toutes ces pièces sont usinées à la perfection avec une qualité ressentie très haut de gamme. Comptez minimum 33 790 € pour la version de base, auxquels il faudra ajouter 5 300 € pour le pack M Compétition qui comprend le coloris Black storm metallic, des pièces fraisées et en carbone, la chaîne endurance M, l'option passager, le chronomètre GPS au tableau de bord et un bras oscillant plus léger de 220 g. Essayée avec ce pack M, on re-

compétition pour ses qualités dynamiques et son moteur. Annoncée pour seulement 192 kg à plein, la M 1000 RR abat le 0 à 100 km/h en 3,1 secondes selon BMW. Le 4 cylindres en ligne de 999 cm³ développe toujours 213 ch à 14 500 tr/min et 113 Nm à 11 000 tr/min. Un bloc allégé le plus possible grâce à des soupapes titane et des arbres à cames optimisés et qui se gère à la poignée droite via les 7 modes de conduites. Rien de nouveau par rapport à l'ancienne génération sur cet électronique déjà extrêmement aboutie.

AVEC UNE NOUVELLE ACTION EN JUSTICE

ChatGPT : Elon Musk repart à l’assaut d’OpenAI

Elon Musk vient d'intenter une nouvelle action en justice contre OpenAI, et sa direction. Il accuse la société à l'origine de ChatGPT d'avoir dévoyé sa mission initiale.



Si l'explosion de l'IA a été l'occasion de découvrir une nouvelle société qui a émerveillé le monde, à savoir OpenAI, certaines voix se sont aussi élevées pour critiquer le partenaire de Microsoft. Ça a très vite été le cas d'Elon Musk, qui avait été un des fondateurs de l'entreprise en 2015, avant de la quitter trois ans plus tard. Le milliardaire avait même déposé une plainte en février, avant de la retirer discrètement en juin... pour aujourd'hui

revenir devant les tribunaux.

Elon Musk attaque une nouvelle fois OpenAI

Elon Musk se fait une fois encore remarquer dans le dossier OpenAI. L'homme d'affaires relance en effet son combat judiciaire contre OpenAI, en déposant une plainte contre la firme, mais aussi son patron Sam Altman ainsi que son lieutenant Greg Brockman.

Il accuse ces hommes de l'avoir induit en erreur au moment de la fondation d'OpenAI, et ce, afin d'obtenir des fonds. « Altman, de concert avec d'autres défenseurs, a intentionnellement courtoisé et trompé Musk, profitant des préoccupations humanitaires de Musk concernant les dangers existentiels posés par l'IA. » indique la plainte, selon une information du New York Times.

OpenAI a-t-il le droit d’être une entreprise commerciale ?

Dans la plainte, l'accusation explique qu'OpenAI a trahi sa promesse de partager gratuitement ou en open source sa technologie. À la place, OpenAI s'est lié commercialement avec Microsoft, et a réservé sa technologie au géant américain de la tech. « OpenAI et Microsoft s'apprentent à faire fortune en vendant cette technologie au public, ce qui ne serait pas possible si l'organisation à but non lucratif mettait ses recherches et sa technologie en libre accès, comme Altman l'a promis à plusieurs reprises » ajoute par ailleurs la plainte. Elon Musk espère pouvoir ramener OpenAI à sa mission d'origine avec cette action en justice. Un simple voeu pieu ?

MTN Bénin obtient un prêt pour améliorer son infrastructure et déployer la 5G

L'opérateur de télécoms MTN a obtenu un financement de 65 milliards FCFA pour la mise à niveau de ses systèmes et le déploiement de nouvelles technologies, dont la 5G. D'après la DG de MTN Bénin, le financement obtenu permettra « la mise à niveau des systèmes, l'amélioration de l'expérience client et l'extension du réseau, mais également le déploiement de nouvelles technologies dont la 5G ».

La BOAD a participé à hauteur de 20 milliards FCFA au financement. La Banque Atlantique, arrangeur principal de l'accord, a fourni 30 milliards FCFA. L'institution financière a également mobilisé 15 milliards FCFA auprès de la Société Générale, de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC), et de BGFI Bank, entre autres. Le DG de la Banque Atlantique s'est dit fier « de contribuer, via ce financement, à l'accélération

de la transformation numérique du Bénin, à la création de nouvelles opportunités économiques et au renforcement du positionnement du pays sur la scène internationale ». Pour lui, la 5G « stimulera l'innovation et la création d'emplois dans de nombreux secteurs d'activités ». La BOAD s'est réjouie du projet de MTN Bénin. « Avec ce projet, qui s'inscrit en droite ligne de notre Plan stratégique Djoliba [un programme visant à augmen-

ter les capacités de financement dans la région entre 2021 et 2025, NDLR], la BOAD réaffirme son engagement à soutenir la promotion et le financement des investissements productifs privés dans ses États membres », a déclaré Moustapha Ben Barka. Uche Ofodile s'est finalement réjoui de voir le processus de financement aboutir alors que l'opérateur fête les 25 ans de son installation au Bénin.

Préserver l’image de marque et éviter un risque financier

S'il est avéré, ce retard devrait perturber considérablement les clients de Nvidia, dont beaucoup prévoient de mettre en place le datacenter dédié à l'IA au début de l'année prochaine. Google, par exemple, aurait passé commande de plus de 400 000 cartes GB200, dans le cadre d'un accord évalué à plus de 10 Md\$. Meta a également passé une commande similaire, tandis que Microsoft souhaite disposer de 55 000 à 65 000 puces GB200 pour OpenAI d'ici le premier trimestre 2025.

Pour compenser le retard, Nvidia envisagerait de produire une version mono-GPU de l'accélérateur Blackwell, afin de pouvoir honorer certaines de ses premières commandes. Le fournisseur préfère avoir un peu de retard, plutôt que de livrer un produit défectueux. Un moyen de voir écorner son image de marque, mais aussi de payer des pénalités. Les GB200 coûtent jusqu'à 70 000 dollars l'unité, alors qu'un rack de serveur complet coûte plus de 3 M\$. Nvidia s'attendrait à vendre entre 60 000 et 70 000 serveurs complets.

Brèves

Groq lève 640 M\$

La société fondée par Jonathan Ross en 2016 et proposant des accélérateurs LPU (language processing unit) pour les traitements IA séduit toujours les investisseurs. Dans un tour de table mené par Blackrock, Neuberger Berman, Type One Ventures, Cisco, KDDI et Samsung Catalyst Fund ont participé à l'opération. Au total, Groq a levé depuis sa création 1 Md\$ et atteint une valorisation de 2,8 Md\$. En parallèle de cette annonce, l'entreprise a indiqué avoir recruté Yann le Cun, responsable scientifique de l'IA chez Meta en tant que conseiller technique et Stuart Pann, ancien CIO de HP et ex-responsable de l'activité fonderie d'Intel comme directeur des opérations (COO).

Infineon supprime 1 400 postes

La firme allemande spécialisée dans les semi-conducteurs a annoncé la suppression de 1 400 postes et la délocalisation de 1 400 autres. Cette décision intervient après que le chiffre d'affaires du troisième trimestre a été inférieur aux attentes (3,7 Md€ contre 3,8 Md€). En conséquence, la société a abaissé ses prévisions de revenus (à 15 Md€) pour l'ensemble de l'année pour la troisième fois en quelques mois. « La reprise sur nos marchés cibles ne progresse que lentement. La faiblesse prolongée de la dynamique économique a entraîné dans de nombreux domaines des niveaux de stocks supérieurs à la demande finale », a expliqué aux analystes Jochen Hanebeck, DG d'Infineon.caisse.

Zoom Docs lancé.

Présenté en octobre 2023, ce service donne la possibilité aux utilisateurs de trouver des informations, partager des fichiers, etc. dans un seul et même espace de travail, le tout s'intégrant facilement à Zoom et aux applications tierces. Il comprend des fonctionnalités de document traditionnelles, ainsi que des wikis et des blocs de contenu à glisser-déposer pour les tableaux, les graphiques et les images. Les utilisateurs pourront également faire appel à l'IA générative via AI Companion pour résumer rapidement du contenu, rechercher facilement des documents. L'offre de Zoom entre en concurrence avec des poids lourds du secteur Teams de Microsoft

Mots fléchés

Jeunes oiseaux	Main-courante	Territoire antique	Beau violon	Vibration	Rythmerez	Collent
Sa capitale est Astana						
	Justicier masqué			Fleuve côtier	Vocifération	Se précipitées (se)
					Période historique	
Sert à désigner		Eblouir	Ras			
Ondula			Naissance de la ramure d'un cerf			
				Commune mayennaise		
				Fuselé		
Guéridons					Paradis sur terre	
					Sans classement	
Lac des Pyrénées		Vivante				Le lever du jour
		Conductrices d'animaux				Indium
Façonnée	Ville du Tchad		Surgir			Son jambon est connu
	Singe					Porcheries
			Lignes en retrait			
			Alcool pur			
Imploré	Station spatiale russe		Chaîne de télévision franco-allemande			
	Maux de dents				Parc animalier	
		Evaluations	Dessinateur chez Martin		Général confédéré	Connu
						Colères passées
Coins chauds						
Aînées			Écrivain italien (Umberto)	Les meilleurs		
				Petit ensemble de musique		
		Demeure			Longues périodes	
		Médecin spécialisé			Affluent du Congo	
Lettre grecque	Faux marbre			Il y avait celle de l'or		Membranes des yeux
	Marque l'égalité					Reliquats
		Persiflage			Certain	
		Amérindiens			Monnaies	
Instruments de musique	Lutte mais aussi un art au Japon		Pronom personnel	Vague humaine		Exclamation méridionale
	Trêves			Évêché normand		Butor
					Élans acquis des navires	
Petite classe		Ornements liturgiques			Affût	
					Admirateurs ennoblis	
		Suite d'initiales			Humilia	
		Part			Mer anglaise	
Lui		Île française				Astate
Stupéfiés		Théâtre japonais				
				Pénétrât		
Sculpteur du retable de l'église de Cracovie			Chiens au corps allongé			

Le parti démocrate adoube la candidature de Kamila Harris

C'est désormais officiel. La vice-présidente américaine, Kamila Harris, est candidate du parti démocrate pour la présidentielle, qui aura lieu le 4 novembre prochain. Les congressistes démocrates l'ont plébiscitée à quasiment la majorité de leurs voix. Elle sera en duel avec l'ancien locataire de la Maison Blanche Donald Trump. Après le retrait forcé de Joe Biden de la course électorale, la candidature de Harris devenait évidente. Il lui fallait juste la caution du camp démocrate.



ENERGIE-MINES

Arkab en visite de travail au Niger

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, effectuée, à partir d'hier mardi, une visite de travail au Niger, au cours de laquelle il examinera les moyens de renforcer et de développer la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, indique un communiqué du ministère. "A l'invitation du ministre nigérien du Pétrole, Mahaman Moustapha Barké, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, effectuée, mardi et mercredi, une visite de travail dans la capitale du Niger, accompagné du PDG et de cadres de Sonatrach et de cadres du ministère", lit-on dans le communiqué. Au cours de cette visite, le ministre aura des rencontres et des réunions avec des responsables nigériens, dont le ministre du Pétrole, pour examiner les moyens de renforcer et de développer les perspectives de coopération bilatérale, notamment dans le secteur de l'énergie et des mines et particulièrement dans le domaine des hydrocarbures, à travers la reprise de l'activité de Sonatrach au Niger, dans le cadre de sa stratégie visant à étendre ses activités sur le marché international de l'énergie, notamment en Afrique, selon la même source.

ROYAUME-UNI

Eluned Morgan devient la première femme à diriger le Pays de Galles

Eluned Morgan est devenue mardi la première femme à diriger le gouvernement gallois, après avoir été élue par le Parlement local de cette nation constitutive du Royaume-Uni. Agé de 57 ans, Eluned Morgan, cheffe du parti travailliste au Pays de Galles, succède à Vaughan Getting, qui a démissionné le mois dernier après une série de scandales. Elue du parlement local depuis 2016, elle siège depuis 2011 à la chambre des Lords à Westminster, la chambre haute du Parlement britannique, où elle est actuellement enregistrée en "congé autorisé". Elle a également été députée européenne de 1994 à 2009. "C'est l'honneur de ma vie de me tenir devant vous aujourd'hui en tant que première femme à devenir Première ministre galloise", a-t-elle déclaré mardi après son élection. Au Pays de Galles, qui compte 3,1 millions d'habitants, le gouvernement local est compétent sur de nombreuses questions comme la santé, l'éducation ou les transports. Durant la campagne pour la tête du parti travailliste gallois, où elle était seule en course, elle s'est présentée comme la "candidate de l'unité".

MOSTAGANEM

Une production de plus d'un million de quintaux de récoltes protégées attendue

Une production de plus d'un million de quintaux de différentes récoltes protégées est attendue dans la wilaya de Mostaganem, au titre de la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris auprès de la direction des Services Agricoles (DSA). Le bilan provisoire du service d'organisation de la production et de l'appui technique à la DSA indique que la campagne de cueillette des récoltes protégées (sous serres et multi-chapelles), estimées à 7 produits maraîchers, a été lancée dernièrement et a connu, jusqu'à la fin du mois de juillet dernier, une production de 732.000 quintaux, avec un rendement de 559 quintaux à l'hectare. Il est prévu, lors de cette campagne, qui concerne 1.740 hectares de terres emblavées, une production de 1,43 million

de quintaux de différentes récoltes, a-t-on ajouté. Jusqu'à la fin du mois dernier, 1.312 ha de la superficie globale destinée à cette campagne saisonnière a été récoltée, permettant une production de 388.000 qx de tomates protégées, 180.000 qx de poivrons, 60.000 qx d'aubergines et 55.000 qx de concombres. Ces produits s'ajoutent à la courgette produite à l'intérieur des dômes, qui a dépassé les prévisions, estimées à 38.000 qx, avec des quantités supplémentaires s'élevant jusqu'à présent à 2.000 qx. En outre, la production de divers légumes de saison, au cours de la campagne agricole en cours, a dépassé les 3,411 millions de quintaux, dont la majeure partie est constituée de produits comme la pomme de terre de saison,

qui ont commencé à approvisionner les marchés nationaux et régionaux, en avril dernier. La production de cette campagne, qui concerne 21 espèces végétales, devrait atteindre 7,167 millions de qx, après la récolte de la superficie totale allouée à cette filière, estimée cette année à 18.623 hectares, selon la même source. Les produits maraîchers représentent 75 pour cent de la production agricole de la wilaya de Mostaganem, grâce aux récoltes de pommes de terre, de tomates, d'oignons et aux campagnes précoces, saisonnières et d'arrière saison, qui approvisionnent les marchés à différentes périodes de l'année, sans compter les campagnes de légumes protégés, que ce soit à l'intérieur des serres ou de dômes, a-t-on expliqué.

NIGER

L'ultime base de l'armée américaine ferme ses portes

L'armée américaine a achevé ce lundi le retrait de sa dernière base au Niger, située à Agadez, en conformité avec les exigences du régime militaire en place dans ce pays sahélien en proie à des violences jihadistes. Après le départ de près de 800 soldats début juillet de la base de Niamey, il ne restait plus qu'environ 200 militaires américains à Agadez, une base stratégique dans le nord du Niger. Le désengagement des troupes américaines basées au Niger dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

ayant débuté le 7 juin dernier à Niamey s'est achevé lundi à Agadez (nord) « de manière satisfaisante », d'après un communiqué conjoint du département de la Défense des Etats-Unis et du ministère nigérien de la Défense nationale. Dans un communiqué, le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom) a annoncé que le retrait des forces et du matériel américains de la base aérienne 201 était désormais complet. « La coordination se poursuivra entre les forces armées américaines et nigériennes au cours des prochaines se-

maines pour garantir que le retrait total se déroule comme prévu », précise le communiqué. Sabrina Singh, porte-parole adjointe du Pentagone, a indiqué que « une vingtaine de personnes sont encore présentes au Niger », se trouvant à l'ambassade des Etats-Unis à Niamey pour « préparer la fin du retrait ». Le retrait s'est conclu par une cérémonie de transfert des installations en présence de responsables des deux pays, marquée par le décollage du dernier avion américain. Le colonel-major Mamane Sani Kiaou, chef d'état-major de l'armée de terre, a souligné

que « ce retrait ne signifie pas la fin de la coopération militaire entre les deux pays ». Fin juillet, le général d'Africom Kenneth Ekman avait annoncé que les opérations de retrait seraient complètes début août, soit avant la date initialement prévue du 15 septembre. Contrairement à l'armée américaine, les convois de militaires français ont dû quitter le pays par voie terrestre jusqu'au Tchad, traversant parfois des zones à la situation sécuritaire instable, tandis que le départ américain s'est effectué par voie aérienne.

LIAISON DU PORT D'ORAN À L'AUTOROUTE EST-OUEST

Réception imminente du projet

Le wali d'Oran a effectué une visite sur le terrain pour inspecter le projet d'achèvement de la route de contournement reliant le port d'Oran et l'autoroute est-ouest. Les services de communication de la wilaya ont publié sur la page officielle de Facebook une vidéo montrant l'achèvement de toutes les étapes de ce projet structurant et stratégique pour la capitale de l'ouest algérien. Le wali a confirmé, dans des déclarations à la presse : « grâce à l'Etat algérien, dirigé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la décision a été prise de réévaluer ce projet. Un budget a été alloué et les autorités locales ont également travaillé pour éliminer les problèmes

techniques qui empêchaient l'avancement du projet, qui a connu un retard important ». Le wali a salué les efforts déployés par les entreprises de réalisation, représentées par un groupement d'entreprises algéro-turque, soulignant que des travaux de préparation seront réalisés le long de la route côtière à travers des opérations de décoration et la réalisation d'espaces verts, d'installations sportives pour les jeunes, de cafés, restaurants et autres investissements. Pour rappel, le projet, dans sa première partie, est une autoroute reliant le port d'Oran et la première rocade sud au carrefour de Canastel sur une distance de 8 km. Cette partie comprend plusieurs installations tech-

niques majeures, dont une installation maritime, un pont, deux tunnels, 4 murs de soutènement et deux carrefours routiers. Cet important port de trafic a connu un retard important dans sa réalisation pour des raisons techniques, notamment l'enregistrement de cinq glissements de terrain, qui ont finalement maîtrisés. Une fois mis en service, ce projet permettra d'ajouter de la valeur ajoutée et du dynamisme économique à la capitale de l'ouest du pays, en éliminant les embouteillages et en accordant une plus grande fluidité au mouvement des camions se dirigeant vers le port via l'ancienne route, qui est actuellement estimé à environ 1 600 camions par jour.